

Samedi
28 novembre

17h30

9 Espace
Charenton

MEETING
national à Paris

Selma LABIB

Conductrice de bus

Gaëi QUIRANTE

Syndicaliste à la poste &
porte-parole national de campagne

SELMA LABIB 2027

“ Une candidature
ouvrière et
révolutionnaire
à la présidentielle ”

RÉVOLUTIONNAIRES

63 17 SEPTEMBRE 2026 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

N'attendons pas
d'être asséchés
par les hausses

**AUGMENTATION
DES SALAIRES ET
DES RETRAITES !**

**En grève et dans la rue
le 29 septembre !**

LOUT
AUGMENTATION
SAUF
NOS SALAIRES !

ÉDITORIAL

**Coup de chaud
sur la rentrée :
organisons la
riposte du monde
du travail !**

Selon un sondage récent réalisé pour *Le Monde*, la colère et l'inquiétude montent en France. Première préoccupation : le pouvoir d'achat, alors que les prix à la pompe flambent et qu'il coûte de plus en plus cher de venir travailler.

Depuis la rentrée, le gouvernement multiplie les annonces sur les attaques qu'il prépare, sous prétexte de réduction du déficit budgétaire. Voilà qu'il s'en prend aux retraites, sur lesquelles il voudrait économiser 6 milliards.

ACTIFS, PRIVÉS D'EMPLOIS OU RETRAITÉS : TOUS ATTAQUÉS

Ce sont 30 milliards d'euros que le gouvernement prévoit de trouver dans nos poches. Pour les retraités, il envisage de supprimer l'abattement de 10 % de l'impôt sur le revenu, ou de ne plus indexer les pensions sur l'inflation, ou les deux ! Alors que les prix s'envolent, qu'il s'agisse du gaz, de l'électricité, des denrées alimentaires ou du carburant. Selon l'Insee, plus de 4 millions de familles dépensent plus d'un mois de leurs revenus annuels pour faire le plein ! Mais pour le patronat, réuni lors de son université d'été, la simple idée d'augmenter les salaires provoque l'hilarité générale. De leur côté, celui de la bourgeoisie, ils pensent n'avoir pas de bile à se faire, puisque

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

INSTAGRAM | X (TWITTER) : @npa_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

POLITIQUE	p. 1 à 4	INTERNATIONAL	p. 5 à 7	DOSSIER	p. 8-9	PREMIÈRES LIGNES	p. 10 à 13	CULTURE	p. 15	NPA JEUNES-R	p. 16
Éditorial Coup de chaud sur la rentrée : organisons la riposte du monde du travail ! l'Apocalypse : nos dirigeants se font peur en imaginant... leur propre image ! Nouveau racket en vue : les arrêts maladie Carcassonne : la police raciste à l'œuvre ! Meurtre d'Aramburú : l'extrême droite dans ses œuvres	Censure d'Adèle Haenel : honte à France Télévisions et à l'État français Mélenchon à la fête de l'Huma : de la France insoumise à la France d'abord Fête de l'Huma : Fabien et Patrick chemin faisant Génocide au Rwanda : la France impérialiste s'auto-amnistie Un référendum pour interdire le voile ? Le racisme, ça ne se discute pas, ça se combat !	Ukraine et Russie : la guerre s'éternise Allemagne : la résistible ascension d'Ulrich Siegmund Ceuta ou l'incapacité de la gauche institutionnelle à faire face à l'extrême droite Kanakys : des indépendantistes déportés portent plainte Des mesurettes dérisoires face aux crimes israéliens Guerre pour le pétrole, massacre d'un peuple - Jusqu'où va continuer l'escalade ? 11 septembre : 25 ans de terrorisme US dans le monde	CANICULE : DES MESURES D'URGENCE À METTRE EN ŒUVRE FACE À L'INCURIE DES GOUVERNANTS Face aux catastrophes naturelles : démerdez-vous ! (sauf les capitalistes) Les (vrais) pyromanes sont toujours en liberté Bouilloires thermiques, sécheresse : promesses en fanfare, annulations en catimini Le « tout clim' », une bonne idée ? Des mesures d'urgence pour faire face					Roman La casse, d'Eugenia Almeida Série Devil's Playground Essai historique Laure Pitti, Algériens au travail	La Marseillaise ou L'Internationale ? À Ankara, les étudiants refusent la bétonisation de la forêt Les sans-facs se battent pour leur inscription : non à la sélection ! Étudier est un droit, pas un privilège ! Rapport du Sénat : non à l'augmentation des frais d'inscription et à la sélection !		

» SUITE DE L'ÉDITORIAL

le gouvernement à leur service rivalise d'ingéniosité pour leur plaire. Dernière trouvaille : faciliter toujours plus la transmission du patrimoine pour hériter d'entreprises ou de sommes d'argent. Pendant ce temps, pour mieux faire oublier l'oppression d'une classe sociale sur une autre, les xénophobes de tout acabit cherchent à nous diviser selon nos origines et couleurs de peaux.

UNE ARROGANCE BOURGEOISE... QUI EMMÈNE LA PLANÈTE DROIT DANS LE MUR !

Cette soif de profit des capitalistes conduit à exploiter toujours plus les travailleurs et travailleuses, mais aussi à détruire davantage l'environnement. Nous en avons fait les frais cet été lors des canicules à répétition. Il a fallu continuer à travailler, quitte à mettre notre santé en péril, tenter de se reposer dans des logements en surchauffe et affronter des mégafeux, sans que les pompiers aient les moyens suffisants pour y faire face. Mais le gouvernement vient d'annoncer l'annulation de 157 millions d'euros de crédit consacrés à la transition écologique et le « plan d'urgence » de 60 millions d'euros pour la rénovation thermique des écoles a été réduit à 16 millions, une misère, alors qu'à la rentrée, de nombreux établissements scolaires du sud de la France ont encore dû annuler les cours l'après-midi à cause d'un pic de chaleur.

IMPOSER NOTRE PLAN D'URGENCE

Il y a urgence pour le climat, urgence pour nos salaires et nos conditions de travail. Il y a aussi urgence pour l'emploi, face aux plans de licenciements et au chômage qui repart à la hausse. Mais pour imposer les mesures nécessaires, nous ne pourrions compter que sur nous-mêmes. Imposer 400 euros de plus par mois, l'échelle mobile des salaires en fonction de la hausse des prix, le blocage des prix, contrôlé par les consommateurs, l'interdiction des licenciements, l'isolation thermique des bâtiments scolaires et des logements, les moyens nécessaires à tous les services publics, y compris la lutte contre les incendies.

Des grèves ont déjà lieu en ce mois de septembre, dans des établissements scolaires contre les conditions de rentrée, dans les bus RATP, vendus par lots au privé, dans le social, etc. Mais il faudra s'y mettre tous ensemble. Les pompiers se rassembleront à Paris du 26 au 28 septembre et entreront en grève aux côtés des agents des services publics le 29 septembre. La fédération SUD-Rail appelle également à la grève le même jour, et plusieurs syndicats CGT appellent le privé à rejoindre la mobilisation. La date du 17 octobre, appelant à un retour du mouvement Gilets jaunes et à un octobre rouge, commence à faire parler d'elle et suscite une certaine inquiétude de la part du gouvernement. Faisons converger toutes nos colères pour frapper ensemble !

• 14/09/2026

IAPOCALYPSE : NOS DIRIGEANTS SE FONT PEUR EN IMAGINANT... LEUR PROPRE IMAGE !

Les récentes failles de sécurité qui auraient vu des intelligences artificielles (IA) confinées par leurs créateurs s'échapper et hacker des sites de bases de données sont-elles le dernier avertissement avant que le monstre créé par le savant Frankenstein dans le roman de Mary Shelley ne se « matérialise » sous la forme de codes informatiques parvenant à la conclusion qu'il faut détruire l'humanité ?

En tout cas, la fièvre monte dans le monde des concepteurs depuis l'interview du pionnier de l'IA, Geoffrey Hinton, prix Nobel de physique 2024. À une journaliste de la BBC qui lui avait posé la question : « Pensez-vous qu'il y ait 10 % de chances que l'IA puisse potentiellement tuer tous les humains d'ici une décennie ? », il avait répondu : « 10 % de chances ne me semble pas être une estimation déraisonnable. »

Depuis, Jacob Coxon, un jeune chercheur britannique, a annoncé quitter la société d'IA Anthropic : « Les gens qui construisent l'IA croient sincèrement qu'elle pourrait tous nous tuer d'ici la fin de la décennie. Ce n'est pas du marketing. » Voire... En tout cas le PDG d'OpenAI, Sam Altman, vient d'annoncer renoncer à introduire son entreprise en bourse parce que, « au vu de tout ce qui se passe en matière de sécurité, le moment serait mal choisi ». Des propos qui peuvent tout à fait s'entendre comme une façon de faire croître l'impatience chez tous les boursicoteurs – entre OpenAI et Anthropic, on parle de capitalisation de près de mille milliards de dollars ! Et Anthropic veut profiter de la vague publicitaire actuelle pour ne surtout pas différer son entrée en bourse. Alors, peut-être les raisons de Jacob Coxon sont-elles étrangères au marketing, mais certainement pas celles de Sam Altman ou Dario Amodei ! Leurs appels à ralentir le développement des IA pour se laisser le temps de les contrôler, de même que le refus de Trump qui invoque la concurrence avec la Chine, ont eu un effet publicitaire indiscutable sur ces entreprises...

Une super-intelligence qui n'aurait de cesse que de tuer toute l'humanité... Pour l'instant, en tout cas, ceux qui prennent la décision de tuer des humains de façon aveugle s'appellent Poutine, Netanyahu, Trump, et l'on peut allonger la liste, à commencer par celui qui s'adore en chef de guerre, Macron.

Ce qui est frappant, c'est le type d'anticipation qui est faite : pour tous, une IA super-intelligente chercherait forcément à nous faire du mal... Comme les anticipations de la science-fiction où les mondes de demain y passent leur temps à se faire la guerre, avec des héros dont les tenues rappellent les soldats médiévaux, avec heaumes et épées... laser évidemment.

Ce qui nous ramène aux craintes manifestées à propos de la création d'une super-IA : elles montrent avant tout que nos dirigeants ne la conçoivent qu'à leur image de brutes. Et se regarder, ça leur fait peur !

JEAN-JACQUES FRANQUIER

Nouveau racket en vue : les arrêts maladie

À la recherche d'économies sur les budgets de l'État et de la Sécurité sociale, le Premier ministre, Sébastien Lecornu, a découvert un nouveau gisement : les arrêts maladie. La principale mesure consisterait à ramener de trois à un an la durée d'indemnisation d'une partie des affections longue durée (ALD) comme le mal de dos ou la dépression, sous prétexte de lutter contre des « abus ». Pourtant, l'augmentation du nombre de ces maladies est largement due à la dégradation des conditions de travail, de plus en plus difficiles et devenues souvent insupportables. Mais qu'importe pour le gouvernement : il se fiche bien de la maladie, ce qui l'intéresse, c'est de racketter les malades ! Et si la taxe un instant évoquée sur les surprofits des grandes entreprises, pourtant bien timide, a été abandonnée, les ponctions sur les retraites, de l'ordre de 6 milliards, elles, sont toujours à l'ordre du jour. Le budget 2027 s'annonce bien comme une nouvelle attaque d'envergure contre le monde du travail.



CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS 20€ OU 25€ PRIX DE SOUTIEN
12 MOIS 40€ OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE

1 AN 20€

• PAR CARTE BANCAIRE (SUR LE SITE)
npa-revolutionnaires.org/abonnement



• PAR CHÈQUE
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP10147, 75562 PARIS CEDEX 12

CARCASSONNE La police raciste à l'œuvre !

Une vidéo rendue publique le 8 septembre dernier par Le Midi libre a montré un brigadier-chef d'une cinquantaine d'années de la police municipale de Carcassonne enchaînant les propos racistes. Une autre vidéo, datant elle du 21 juin, vient d'être rendue publique. On y voit un membre de la police nationale cette fois prendre à bras le corps un marginal éméché, Youssef, mais qui ne représentait aucune menace, et le jeter violemment à terre, sa tête heurtant le sol. Le tout en présence des flics municipaux qui ne sont pas intervenus. Au bout d'un long moment, on voit le brigadier-chef remettre un Youssef chancelant sur ses pieds, pendant que tous les flics présents, municipaux comme nationaux, ordonnent aux spectateurs de circuler. Cela se passait le jour de la Fête de la musique. Quelques jours plus tard, Youssef était retrouvé mort, sans que les autorités fassent un lien avec un éventuel traumatisme crânien.

Dans le cas du flic municipal, c'est sa propre caméra-piéton, allumée alors qu'il était en service, qui a enregistré ses propos. Parlant d'une automobiliste qui aurait percuté un animal sauvage : « Une vieille [...] a percuté un bounoule, apparemment. » « Oh, génial ! », lui répond l'opérateur du central radio. Puis, dans une discussion avec un militaire du 3^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine de Carcassonne : « J'en peux plus, moi », il expliquait : « Tout à l'heure, on était sur [la place] Carnot... du bicot, du nègre, du nègre, du bicot ».

Les quatre policiers municipaux les plus bavards dans la vidéo sont désormais suspendus. Les brutalités du flic de la police nationale, elles, font l'objet d'une plainte confiée à l'IGPN. Quant à l'ancien maire de droite, qui avait eu connaissance de l'enregistrement avant sa défaite aux municipales de mars dernier... il n'avait pas bougé le petit doigt.

De tels propos seraient une exception ? C'est ce que voudrait nous faire croire Cédric Michel, président national du Syndicat

de défense des policiers municipaux. Ce que démentent les propos tenus par tous. C'est visiblement une ambiance parfaitement « normale » dans une brigade de police. Municipale ou nationale, la police est gangrenée par le racisme. Car l'institution policière d'un pays au passé colonial possède un ADN raciste, un racisme qui entretient le poison de la division sociale sur la base de la couleur de peau et des origines.

UN CHEF-BRIGADIER MEMBRE DU RASSEMBLEMENT NATIONAL

Cerise sur le gâteau de l'affaire, le chef-brigadier, ancien parachutiste, était membre du RN et responsable de son service d'ordre. Le 7 février encore, il était chargé de la protection de Jordan Bardella lors de la visite de celui-ci à Carcassonne. Le RN a vite fait d'annoncer son « exclusion »... une fois la vidéo publiée. Preuve au moins que le fait qu'un tel niveau de racisme soit rendu public est embarrassant pour un RN en pleine campagne de dédramatisation en vue de la présidentielle.



Le maire RN, Christophe Barthès, bien facho et adepte lui-même des coups de poings contre les militants de gauche, a soutenu n'avoir jamais entendu cela de la part du chef-brigadier. Tu parles...

ARVO VYLTT

MEURTRE D'ARAMBURÚ : L'EXTRÊME DROITE DANS SES ŒUVRES

Lundi 7 septembre s'est ouvert devant la cour d'assises de Paris le procès de Loïk Le Priol et Romain Bouvier, deux militants d'extrême droite accusés de l'assassinat de l'ex-rugbyman international argentin et joueur du Biarritz Olympique, Federico Martin Aramburú. Le verdict sera connu le 25 septembre, l'assassinat ne faisant aucun doute, le tribunal doit statuer sur la préméditation.

Dans la nuit du 18 au 19 mars 2022, l'ancien rugbyman était abattu en plein cœur de la capitale par deux ex-membres du groupuscule néo-nazi Groupe union défense (GUD). Cet homicide volontaire a fait suite à une altercation dans un bar où Aramburú et son ami et ancien coéquipier Shaun Hegarty ont subi des insultes racistes, telles que « vous n'êtes pas d'ici » ou « on est chez nous ». Une fois l'échauffourée terminée et les rugbymen ayant quitté le bar, Le Priol et Bouvier étaient partis à leur recherche, les avaient retrouvés non loin de là et avaient ouvert le feu, à dix reprises.

Un avocat a fait remarquer pendant le procès que si, en février dernier à Lyon, la mort de Quentin Deranque, militant d'extrême droite néonazi, avait suscité des réactions indignées dans la classe politique, au gouvernement et dans la presse, celle d'Aramburú avait laissé, et laisse encore, ce beau monde indifférent. Une différence de traitement qui en dit long sur les prétendus soutiens de la démocratie et du droit, et doit nous conforter dans la vigilance et l'organisation contre l'extrême droite à l'heure où elle progresse partout dans le monde.

MICHEL GRANDRY

« Ce que certains médias des milliardaires tentent de dépeindre comme une simple « bagarre qui a mal tourné » est en réalité une exécution commise par des habitués de la violence raciste et politique. »

Ce que certains médias des milliardaires tentent de dépeindre comme une simple « bagarre qui a mal tourné » et que le principal accusé et responsable des tirs mortels, Le Priol, persiste à présenter comme un acte « d'auto-défense » est en réalité une exécution commise par des habitués de la violence raciste et politique.

Le Priol, 32 ans, est un ancien militaire. Commando marine, il avait notamment été accusé d'avoir tabassé et étranglé une prostituée lors d'une mission à Djibouti en 2015. Il avait alors été renvoyé de l'armée. C'est à son retour en France qu'il s'est engagé au GUD. Il y a rencontré Bouvier. Les deux ont alors passé à tabac et torturé un ex du GUD, ce qui leur a valu condamnation à deux et trois ans de prison. Chez Bouvier, les policiers de la brigade criminelle ont saisi une dizaine d'armes à feu de différents calibres, un exemplaire en allemand de *Mein Kampf* et une statuette d'Adolf Hitler.

Censure d'Adèle Haenel : honte à France Télévisions et à l'État français

Le 10 septembre, France Télévisions a supprimé de son site et de tous ses réseaux sociaux le replay de *La Grande Librairie*, une émission culturelle qui existe depuis des années et à laquelle participent de nombreux artistes et auteurs.

En cause ? Une séquence d'une minute, au cours de laquelle l'actrice et autrice Adèle Haenel dénonce le génocide perpétré par l'État israélien à Gaza, et la complicité de l'État français : « L'État d'Israël commet un génocide en Palestine et la France est complice. N'acceptez pas l'inacceptable, alors sanctionnez Israël et libérez la Palestine. »

Insupportable pour le gouvernement comme pour la droite et l'extrême droite. Le lendemain matin suivant le direct de l'émission, Julien Odoul, porte-parole du RN, annonçait saisir l'Arcom. L'après-midi même, France Télévisions retirait l'émission de son site et de ses réseaux sociaux. Le comble est que la séquence se faisait dans le cadre d'une « carte blanche à Adèle Haenel » !

Côté cour donc, les déclarations à l'ONU qui n'engagent à rien, une reconnaissance d'un pseudo-État palestinien sur la base d'un immense charnier. Côté jardin, l'État français continue de réprimer et de censurer les soutiens à la lutte du peuple palestinien.

Alors oui, nous le disons avec force aux côtés d'Adèle Haenel, et des millions qui dans le monde continuent de se mobiliser : l'État d'Israël commet un génocide et la France est complice ! Plus que jamais, soutenons la lutte du peuple palestinien !

JEAN-JACQUES FRANQUIER

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 63 • 17 SEPTEMBRE 2026 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR

« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA » ASSOCIATION LOI DE 1901.

ADRESSE : BP 10147, 75562 PARIS CEDEX 12

BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER, AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0528D11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT 30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

MÉLENCHON À LA FÊTE DE L'HUMA

De la France insoumise à la France d'abord

Dans une fête de l'Huma où la densité des T-shirts Mélenchon 27 pouvait laisser penser qu'elle était plus la fête de LFI que du PCF, le public envahissait toute l'allée lors son grand discours du samedi après-midi, dans un nuage de drapeaux tricolores... Un discours chaudement applaudi. Mais bien des propos nationalistes inquiétants quand, oubliant la musique, on écoutait plus attentivement les paroles.

AUGMENTATION IMMÉDIATE DES SALAIRES... OU SIMPLE AVANCEMENT DES NAO ?

Les prix montent en flèche, encore plus ces derniers temps avec la hausse de l'essence. Pour Mélenchon, la solution est l'échelle mobile des salaires. Ce qui serait très bien si, à titre d'exemple, il n'avait pas ajouté : « De 1950 à 1983, il y a eu une échelle mobile des salaires ». Tous les travailleurs qui ont connu la période se rappellent une inflation à deux chiffres et les bagarres incessantes pour arracher des augmentations, qui ne rattrapaient jamais complètement les pertes de pouvoir d'achat. C'est à se demander pourquoi a éclaté la grève générale de mai 1968, contre des salaires bloqués qui ne permettaient pas de vivre ! Mélenchon utilise l'expression « échelle mobile » pour laisser entendre qu'il la réclame, mais ce qu'il met derrière n'a rien visiblement

à voir. Toujours sur le sujet sensible du pouvoir d'achat en cette période de hausse assez vertigineuse des prix, Mélenchon propose « la convocation immédiate des négociations annuelles obligatoires des salaires ». Notez bien, pas une augmentation immédiate des salaires, juste des NAO avec six mois d'avance...

S'EN PRENDRE AUX BANQUIERS... ALLEMANDS !

C'est sur sa proposition phare d'annulation de la dette de la France auprès de la BCE que le chef de la France insoumise a consacré près d'un tiers de son discours fleuve du samedi : « Les comptes ne sont pas à jour entre Allemands et Français », explique-t-il. Mélenchon se réfère au rattachement de l'Allemagne de l'Est à celle de l'Ouest et, pour lui, les Français auraient « payé plus de 100 milliards pour que vous puissiez échanger la monnaie bidon d'Allemagne de l'Est contre la monnaie de l'Allemagne de l'Ouest ». C'est ainsi que Mélenchon voit la solidarité ouvrière ? Il aurait fallu laisser les travailleurs d'Allemagne de l'Est sans le sou ? Et qui sont « les Allemands » de son discours ? Qui sont « les Français » ? Mélenchon trouve-t-il que nous jouons dans la même cour que les Dassault ou les Bernard Arnault ? La lutte de classe aurait-elle disparu ? Pourquoi ces envolées anti-allemandes ? Pour ressusciter les haines nationales ?

Les spectateurs du public du meeting, dont un bon nombre sont convaincus que nos adversaires sont les patrons, ont sans doute été sensibles au ton véhément du leader de

LFI. Mais, derrière le ton, il faut décrypter les paroles !

LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS DE PATRIE

Le nationalisme de Mélenchon ressort de plus en plus : « Notre pays a traversé des épreuves terribles au fil de son histoire et nous nous en sommes toujours sortis », a-t-il affirmé, appelant à être « fiers d'être la première nation spatiale européenne, le deuxième territoire maritime du monde, d'être parmi les premières puissances numériques. »

Fier de la bombe atomique française ? Fier des engins de mort de Dassault, dont il aime visiter les usines et vanter les résultats ? Fier des confettis de l'empire colonial dont les zones côtières permettent à l'impérialisme français de revendiquer la deuxième (voire la première) zone économique exclusive du monde ?

Les travailleurs de PSA Poissy ou Mulhouse sont exploités par le même patron, Stellantis, que ceux d'Opel Bochum. Nous devons tout faire pour que leurs luttes se rejoignent, pas les aligner derrière des drapeaux nationaux - et d'ailleurs, à Poissy comme à Bochum, combien de travailleurs nés sur d'autres sols que l'Europe ? Les militants qui voient en Mélenchon un rempart contre l'extrême droite doivent y réfléchir à deux fois. Beaucoup sont impliqués dans la lutte de classe. Or, les travailleurs n'ont pas de patrie : ce sont les patrons qui s'y raccrochent. Et, entre les deux, il faut choisir.

J.-J. F



NAUFRAGES DANS LA MANCHE : LES PASSEURS ASSASSINS ET CEUX QUI LEUR OUVRENT LA VOIE

Le 8 septembre s'est ouvert le procès des organisateurs du passage de la France vers la Grande-Bretagne par la Manche de migrants, dans un canot pneumatique surchargé dont le naufrage, le 24 novembre 2021, avait causé la mort de 31 personnes : le drame le plus grave arrivé au large du Pas-de-Calais.

La misère, les guerres, la catastrophe climatique contraignent de plus en plus de pauvres à fuir leur pays en espérant trouver un refuge dans les pays d'Europe, en particulier la Grande-Bretagne. Une fuite qui les livre à des passeurs sans scrupules qui exigent des milliers d'euros pour les transporter dans des bateaux pourris, trop chargés : les mers qui baignent les côtes des pays européens sont en train de devenir d'immenses cimetières.

De la situation, les puissances impérialistes sont largement responsables : ce sont elles qui sont à l'origine des innombrables guerres qui ensanglantent les pays pauvres, et c'est leur pillage qui est à l'origine de cette pauvreté. Ce sont elles aussi qui alimentent la crise climatique. Pour couronner le tout, en hérissant leurs frontières de barbelés, elles offrent les migrants sur un plateau à la rapacité des passeurs.

Mais il y a plus. Sept militaires français qui opéraient dans la zone du naufrage et n'ont rien fait sont poursuivis pour non-assistance à personne en danger. Et la Marine nationale est dans le collimateur des juges pour avoir tenté d'entraver l'enquête sur les agissements de ses marins et d'en effacer les traces.

Plus que jamais, nous devons réclamer la liberté de circulation pour tous les travailleurs migrants !

J.-J. F.



FÊTE DE L'HUMA

Fabien et Patrick chemin faisant

Patrick, président du Medef, l'avait invité à son université d'été. Fabien l'a invité à sa fête. Le courant passe entre le patron des patrons et le chef de file du Parti communiste.

« Il y a une chose sur laquelle je suis entièrement d'accord avec le discours que tiennent les chefs d'entreprise », tient à insister Fabien Roussel : « Quand je serai président de la République nous devons travailler ensemble, donc on devra bien se mettre autour de la table pour répondre à la nécessité de reconstruire la France, une France qui redeviendra une grande nation industrielle [...] capable d'exporter aux autres pays... »

Lui (son invité Patrick Martin) et moi, tenait à insister le leader du PCF, « on va utiliser les mêmes mots, produire plus de richesses ». Mais « on veut siéger aux conseils d'administration, que le salariés puissent partager avec les actionnaires toutes les décisions... »

Les dividendes aux actionnaires, le boulot aux ouvriers, donc. Mais qu'on le fasse en bonne entente !

C'en était trop, quelle audace ! « Je partage l'objectif, je partage le diagnostic, je ne partage pas la solution », répond l'ingrat patron des patrons. Aussitôt interrompu par son vis-à-vis communiste : « S'il n'y a plus que le chemin, on va réussir à trouver les chemins qui font que la France va finir par s'en sortir quand même... »

On serait Patrick Martin, on voterait Roussel !



Génocide au Rwanda : la France impérialiste s'auto-amnistie

Pendant le génocide des Tutsis au Rwanda d'avril à juin 1994, qui fit plus de 800 000 victimes, des milliers de Tutsis se réfugièrent dans les collines de Bisesero. Plus de 60 000 d'entre eux furent massacrés par les forces armées rwandaises. La France de Mitterrand avait soutenu activement le gouvernement rwandais et l'avait financé et armé, alors même que le génocide était en préparation. Lorsque le régime génocidaire au pouvoir s'effondra, la France dépêcha l'armée sur place dans le cadre de l'opération Turquoise. Officiellement, il s'agissait de s'interposer pour éviter les bains de sang, en réalité les troupes françaises protégèrent les génocidaires en fuite en les laissant massacrer les Tutsis à leur guise, en se gardant d'intervenir. C'est dans ce cadre que furent tués les derniers résistants survivants de Bisesero, environ 2 000, sous les regards de l'armée française.

Depuis, les rescapés et les familles des victimes tentent d'obtenir réparation devant la justice, en vain. Le marathon des tribunaux vient de se terminer avec la décision de la Cour de cassation qui a classé définitivement le 9 septembre, pour la justice française, le dossier des massacres de Bisesero. Il n'y aura donc pas d'enquête sur les agissements de l'armée française au Rwanda : circulez, il n'y a rien à voir ! Les méfaits et crimes de l'impérialisme français en Afrique resteront bien couverts...

MICHEL GRANDRY

Ukraine et Russie : la guerre s'éternise

Le week-end des 11 et 13 septembre, les émissaires de Trump, Steve Witkoff et Jared Kushner, se sont rendus à Moscou et à Kiev. Une visite qui rappelle que, même s'il est englué dans sa guerre contre l'Iran, l'impérialisme américain veut garder un œil sur cette portion du monde.

SUR LE TERRAIN, LA GUERRE, ELLE, CONTINUE DE FRAPPER LES POPULATIONS

Le 13 septembre, la Russie a bombardé un train civil, proche de la frontière avec la Pologne – une attaque qui, selon les dirigeants européens, aurait visé un autre train transportant l'ancien Premier ministre britannique Boris Johnson... Quelques heures plus tard, une attaque russe sur un entrepôt d'une entreprise agricole a fait trois morts et sept blessés. Dans la nuit, une attaque ukrainienne contre une raffinerie avait tué deux personnes de l'autre côté de la frontière.

Ces dernières semaines, de grandes villes d'Ukraine, dont sa capitale, ont été touchées par des frappes meurtrières et dévastatrices.

RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE EN RUSSIE...

Si la Russie semble avoir intensifié ses attaques ces derniers jours, c'est aussi sans doute parce qu'à l'intérieur, la situation économique du pays se détériore, avec une inflation galopante, que les hausses de salaire accordées par le régime au début de la guerre ne peuvent pas compenser. Poutine a lui-même reconnu

le 1^{er} septembre que les attaques de drones ukrainiens « ont causé de réels dommages [...], environ 1 % du produit intérieur brut ».

De nombreuses entreprises ferment ou ralentissent leur activité et, dans le secteur public, des coupes budgétaires sont prévues dans l'éducation et la santé dans un certain nombre de régions, comme en Yakoutie ou à Irkoutsk.

... ET PEUR D'UNE CRISE SOCIALE ET POLITIQUE

Fin août, lors d'une conférence, l'économiste en chef de la banque de développement russe, la Vnesheconombank, avait averti de risques d'une « crise sociale » qui pouvait éclater « au moment où personne ne s'y attendra particulièrement ». Il a été immédiatement licencié par le Kremlin. Mais l'inquiétude gagne un certain nombre de cercles dirigeants.

Le bruit court que Poutine attendrait la fin des élections législatives pour lancer une nouvelle campagne de mobilisation. La précédente – et seule campagne de mobilisation jusqu'à présent – avait provoqué des émeutes, et des centaines de milliers de personnes avait fui le pays pour y échapper.

EN UKRAINE AUSSI, LE RÉGIME AFFAIBLI

Du côté ukrainien, la situation n'est pas vraiment meilleure pour Zelensky, qui a choisi de lier son destin politique à la politique va-t-en guerre affichée des impérialistes européens. L'été a été marqué par des émeutes contre la « busification » – le néologisme créé pour désigner l'enlèvement de jeunes gens en âge de combattre dans la rue pour les mener en bus dans des centres de recrutement de l'armée. En 2025, la police a recensé 341 « agressions » contre des agents de recrutement. En juillet 2026, elle en dénombrait déjà plus de 120.

Des difficultés qui mènent à des affrontements entre bureaucrates et politiciens ukrainiens : le ministre des Armées, Fedorov, très populaire, a brutalement été limogé par Zelensky, provoquant des manifestations dans le pays.

AURÉLIEN PERENNA

ÉLECTIONS EN ALLEMAGNE LA RÉSISTIBLE ASCENSION D'ULRICH SIEGMUND

Le 6 septembre, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) a enregistré une « victoire historique » lors des élections régionales en Saxe-Anhalt. Avec son chef de file Ulrich Siegmund, elle a doublé son score, atteignant 43,8 % des voix. L'extrême droite a échoué à gouverner seule en raison de l'entrée au Parlement du BSW (scission de « gauche souverainiste » du parti de gauche Die Linke), et des Verts et du Parti social-démocrate (SPD). On ne sait pas encore quelle coalition pourrait voir le jour. Une chose est déjà claire : le gouvernement chrétien-démocrate de Sven Schulze (CDU) a essuyé un rejet. Mais comment contrer l'ascension de l'AfD ?

La raison de cette ascension tient toutefois bien plus à la frustration accumulée face à la politique des gouvernements régionaux et fédéraux qu'à la stratégie publicitaire de Siegmund, tiktokeur amateur : la région n'aurait pas réussi sa « mutation structurelle » et les entreprises chimiques – qui emploient plus de 13 000 personnes – suppriment des emplois pour garantir leurs profits. Les plans de réforme et les coupes budgétaires du gouvernement se font particulièrement sentir avec la fermeture de crèches, d'écoles et d'hôpitaux. Il est facile pour les partis d'extrême droite de détourner la colère pour s'en prendre aux plus démunis, en ciblant les prétendus « parasites sociaux » et les migrants.

Cette montée de l'extrême droite n'est toutefois pas un fléau propre à la Saxe-Anhalt ou à l'Allemagne de l'Est : l'AfD a également eu de bons scores cette année dans le sud de la Rhénanie-Palatinat. Une dynamique qui n'a rien d'inévitable – mais comment l'enrayer ?

À coup sûr, la tolérance à l'égard de la po-

litique conservatrice d'austérité et d'expulsion, qui est celle de Die Linke, qui envisage d'endiguer l'AfD aux côtés de la CDU, n'est pas la bonne voie. Elle renforce l'impression que l'AfD serait le seul véritable parti d'opposition. La tête de liste de Die Linke, Eva von Angern, a d'ailleurs consacré plus de temps, lors d'un débat télévisé, à défendre la redevance audiovisuelle que la survie des hôpitaux. Après des années passées au sein des gouvernements d'Allemagne de l'Est, Die Linke a clairement montré qu'elle ne souhaitait que gérer le système. Elle l'a déjà payé lors des élections, avec 8,6 % des voix, derrière le SPD et les Verts, dont elle ne se distinguait pratiquement plus sur le fond. Le cas de Mustafa Groener, le candidat direct de Die Linke dans la circonscription de Magdebourg II¹, montre qu'il peut en être autrement. Il a été élu à la majorité, sans doute pour avoir pris clairement position contre le génocide en Palestine, la casse sociale et la politique anti-ouvrière du gouvernement.

La lutte contre l'AfD ne peut être gagnée



MANIFESTATION ANTI-AFD À BERLIN, LE SOIR DES ÉLECTIONS EN SAXE-ANHALT

que si elle est menée en dehors des règles du jeu parlementaire bourgeois, qui ont précisément rendu ce parti si puissant. À Magdebourg, le 26 août, a eu lieu une « grève des migrants » : des commerçants ont cessé le travail pour protester contre la propagande raciste de l'AfD et des partis bourgeois. En faisant grève et en descendant dans la rue, la classe ouvrière peut montrer sa volonté et capacité à faire fonctionner ce système d'une autre façon, plus satisfaisante et juste. Les partisans du capital que sont les racistes de l'AfD peuvent jubiler aujourd'hui,

mais les illusions qu'ils entretiennent ne peuvent manquer de s'effondrer.

L'article complet
(en allemand) : →



D'APRÈS L'ARTICLE PARU LE 11 SEPTEMBRE SUR LE SITE DU RSO (ALLEMAGNE)

1. Dans la plupart des élections allemandes, l'électeur fait deux votes : le premier pour élire le député de sa circonscription, le deuxième pour un parti.

Ceuta ou l'incapacité de la gauche institutionnelle à faire face à l'extrême droite



Sous prétexte de lutter contre le « fascisme qui vient » on pourrait nous sommer de ne pas critiquer, voire de défendre le bilan des différents gouvernements de gauche du socialiste Pedro Sánchez. On entend déjà les avertissements : « Ne faites pas la politique du pire ! » Oui, mais le pire arrive lorsqu'on est incapable de mener une politique de classe, qui tient tête au patronat. La droite et l'extrême droite n'ont jamais été aussi haut dans les sondages. Un sacré bilan après huit ans de gauche institutionnelle au pouvoir.

UNE POLITIQUE QUI N'A JAMAIS VOULU S'ATTAQUER AUX INTÉRÊTS DES CAPITALISTES

Pourtant, ça n'a pas été faute de compter dans son gouvernement toutes les couleurs possibles : du violet de Podemos, au supposé rouge du Parti communiste espagnol (PCE) et de sa coalition Sumar, le soutien capital pour son maintien au pouvoir des nationalistes de la gauche catalane, ainsi que de la bourgeoisie catalane, et jusqu'à la coalition basque EH Bildu, qui regroupe une partie des anciens défenseurs de la lutte armée.

Beaucoup de couleurs donc, mais une posture : faire barage à l'extrême droite et à la droite qui n'a pas rompu avec le franquisme. Un constat cependant : toutes les lois antisociales et réactionnaires antérieures ont été maintenues, comme la retraite à 67 ans, la loi Travail et la loi Sécurité globale XXL. Au final, l'extrême droite et la droite sont aux portes du pouvoir.

IL Y A ASSEZ DE RICHESSES POUR ACCUEILLIR LA MISÈRE PRODUITE PAR LE CAPITALISME

Doit-on accueillir 5 000 à 10 000 travailleurs, hommes, femmes, jeunes marocains qui fuient la misère et sont prêts à risquer leur vie ? Pour les communistes internationalistes que nous sommes, évidemment que oui. Le rôle de la classe ouvrière est de s'unir par-delà les frontières. C'est la première ligne de clivage avec la gauche institutionnelle.

Après les plus de 140 morts marocains fin juillet, lorsque la frontière a été franchie, Sánchez a laissé pourrir la situation. Sa première réaction a été de parler « d'attaque contre l'intégrité territoriale de l'Espagne », de laisser sous-entendre l'influence de

puissances étrangères en masquant la réalité brute : d'un côté, la misère que produit le capitalisme et, de l'autre, la volonté légitime d'y échapper. Le 14 septembre, le ministre des Transports a osé comparer la situation de Ceuta aux attentats du 11 septembre 2001. On a l'habitude de la rhétorique réactionnaire de l'extrême droite qui parle « d'invasion ». À Bruxelles, c'est le maire-président de Ceuta, Juan Jesús Vivas (droite) qui a demandé la présence de Frontex et de l'argent pour renforcer les frontières. Mais l'expulsion vers le Maroc est aussi l'objectif politique de Sánchez et de son gouvernement.

QUE FAIRE ?

Le 2 septembre, dans plusieurs grandes villes, des contre-manifestations se sont opposées à celles de la droite et de l'extrême droite, les dépassant même en nombre, comme à Bilbao et Barcelone.

Elles se sont organisées, pour la première fois à cette échelle, en coordination entre la gauche révolutionnaire trotskiste dans sa diversité et le Mouvement socialiste (qui n'a rien à voir avec le PSOE). Elles ont aussi regroupé des militants et militants de Podemos et du PCE.

Un récent sondage montre que, malgré le matraquage incessant sur « l'invasion de Ceuta », la question de l'immigration est une préoccupation bien moins importante que celles de l'inflation et du logement... Voilà où aller lutter et combattre l'extrême droite et son influence.

GAËL QUIRANTE

Kanaky : des indépendantistes déportés portent plainte

Six militants kanak ont porté plainte devant la Cour de justice de la République, seule juridiction habilitée à juger des ministres pour des actes commis durant leur fonction. Sont visés : Gabriel Attal, Gérard Darmanin, Éric Dupond-Moretti et Sébastien Lecornu, en 2024 respectivement Premier ministre et ministres de l'Intérieur, de la Justice et des Armées, accusés d'« actes arbitraires attentatoires à la liberté individuelle », d'« abus d'autorité aggravé » et d'« association de malfaiteurs ».

Ces militants de la cellule de coordination des actions de terrain (CCAT) avaient activement pris part à la révolte de la jeunesse kanak, qui avait érigé de nombreux barrages dans l'archipel en mai 2024 pour protester contre l'imposition par le gouvernement d'une modification du corps électoral en Nouvelle-Calédonie, visant à rendre les Kanak toujours plus minoritaires sur leurs propres

îles. La répression particulièrement violente de ce mouvement fut responsable de la mort de 14 personnes, dont 12 Kanak, et de centaines d'arrestations. Les leaders indépendantistes, à l'image du président du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), Christian Tein, incarcéré à Mulhouse, furent capturés en envoyés en prison, isolés à 17 000 kilomètres de chez eux. Ils y sont restés un an, suivi de six mois d'interdiction de retour en Kanaky. Ce n'est finalement que début juin 2026 que les charges qui les visaient furent abandonnées et qu'ils ont pu bénéficier d'un non-lieu.

Par leur plainte et le procès qui peut s'en suivre, les militants entendent faire la lumière sur l'arbitraire de cet acte barbare d'oppression coloniale.

MICHEL GRANDRY

DES MESURETTES DÉRISOIRES FACE AUX CRIMES ISRAËLIENS

Depuis le 7 octobre 2023, les forces israéliennes ont tué plus de 1 100 Palestiniens en Cisjordanie, dont plus de 240 enfants. Le quotidien de la population, ce sont les contrôles incessants, arrestations, détentions arbitraires, destructions, violences et expulsions, par des colons armés et protégés par l'État, dont ils mènent la politique expansionniste.

Le 8 septembre, les ministres des Affaires étrangères de douze pays (dont le Canada, l'Espagne, la France et le Royaume-Uni) ont dit envisager des restrictions commerciales contre les produits issus des colonies de Cisjordanie, voire, pour le Royaume-Uni, des sanctions contre les entreprises de construction et d'immobilier dont les services contribuent à leur expansion, et les individus ayant commis ou encouragé des violences.

Ces mesures ne mangent pas de pain : les importations en Europe de produits issus des colonies représentent environ 100 millions d'euros par an, soit 0,6 % du total des 15 milliards d'euros d'exportations israéliennes. Quant au financement de la colonisation, il est déjà illégal dans l'Union européenne et au Royaume-Uni, ce qui n'empêche pas des organisations dites « humanitaires » basées en Europe ou en Amérique du Nord d'utiliser l'argent des dons pour financer les équipements militaires des colons. Autant de détournements sur lesquels les autorités ferment complaisamment les yeux depuis des années.

Pendant ce temps, rien que depuis le début du mois de septembre, les frappes israéliennes ont encore tué au moins 34 personnes au Liban (dont 27 morts et 69 blessés entre le 5 et le 7 septembre) et 20 dans la bande de Gaza... Sans trop émouvoir les douze ministres.

JEAN-BAPTISTE PELÉ

Guerre pour le pétrole, massacre d'un peuple : jusqu'où va continuer l'escalade ?

Malgré les rodomontades de Trump, qui clamait encore il y a peu que l'Iran était épuisé et prêt à signer un accord avec lui, avant de reprendre les bombardements, la guerre qu'il a enclenchée depuis le mois de février vient de franchir un nouveau cap.

Depuis des mois, le trafic pétrolier en provenance du golfe Persique est bloqué : les exportations iraniennes par la marine américaine, celles des pays du Golfe - Émirats arabes unis, Qatar, Oman - par le contrôle de l'Iran sur le détroit d'Ormuz. L'Arabie saoudite, pre-

mier producteur de la région, pouvait, elle, exporter grâce à ses pipelines traversant le pays et à ses terminaux pétroliers de la côte ouest, sur la mer Rouge.

Vendredi 11 septembre, les troupes des Houthis, régime proche de l'Iran qui contrôle la partie nord du Yémen (dont sa capitale Sanaa), opposé au régime du sud lié à l'Arabie saoudite, ont conquis la ville portuaire de Mokha et quelques îles, contrôlant ainsi l'entrée de la mer Rouge par le détroit de Bab-el-Mandeb. Les Houthis ont promis de ne pas s'en prendre au reste du trafic, ne visant que les navires pétroliers saoudiens. L'Arabie saoudite a dû interrompre ses exportations.

Tout au moins tant qu'un gonflement des factures énergétiques ne finit pas carrément par provoquer une crise.

LE PEUPLE IRANIEEN SOUS LA DICTATURE ET LES BOMBES

Mais c'est bien sûr en premier lieu le peuple iranien qui paye au prix fort, depuis huit mois, cette guerre voulue par Trump (épaulé par Netanyahu) dans l'espoir de permettre aux États-Unis, avec une capitulation ou un ralliement du régime iranien, de retrouver le contrôle qu'ils avaient jadis sur tout le pétrole du Moyen-Orient.

Une enquête d'une mission de l'ONU (un organisme pourtant pas bien révolutionnaire) parue le 14 septembre rappelle les nombreuses victimes civiles que font les bombardements américains.

En Iran, les pénuries et les hausses de prix vertigineuses dues à la guerre, mais aussi les salaires impayés, ont provoqué durant l'été plusieurs manifestations, comme le signalait le 10 septembre un reportage de France 24. Preuve au moins que, prise entre la guerre de Trump et la dictature du régime, la population pauvre d'Iran, qui a si souvent manifesté dans le passé malgré la répression, ne reste pas sans réaction.

OLIVIER BELIN



LE PRIX À LA POMPE DE LA GUERRE DE TRUMP

Aussitôt, le prix du pétrole et du gaz sur le marché mondial a connu un nouveau bond en avant, menaçant d'une rapide hausse des prix de tous les carburants à la pompe. 2,31 euros le litre de gasoil, 2,14 euros le sans-plomb aujourd'hui, près de 2,50 euros, voire davantage, demain : c'est le prix à payer pour la guerre de Trump, que nos gouvernants soutiennent d'une façon ou d'une autre.

Les trusts pétroliers, eux, n'y perdent pour l'instant pas grand-chose : leur pratique est de vendre au « prix spot », c'est-à-dire le prix du jour, leur pétrole en stock acheté moins cher.

11 septembre : 25 ans de terrorisme US dans le monde

Il y a 25 ans, les attentats du 11 septembre ont tragiquement coûté la vie à de nombreux civils innocents aux États-Unis. En réponse, le gouvernement américain s'en est servi de prétexte pour afficher la puissance et la domination de son empire, et lancer sa prétendue « guerre contre le terrorisme ».

Les États-Unis ont commencé par envahir et occuper l'Afghanistan pendant deux décennies, y installant un gouvernement fantoche et y établissant d'importantes bases militaires. L'occupation américaine a contribué à plonger le pays dans un état de guerre permanent.

Après l'Afghanistan, sous la présidence de George W. Bush, le gouvernement américain a prétexté de faux liens entre les attentats du 11 septembre et le régime de Saddam Hussein pour envahir et d'occuper l'Irak, en prétendant que ce régime disposait d'armes de destruction massive représentant une menace imminente. Les États-Unis se sont débarrassés de Saddam Hussein, ont établi des bases militaires permanentes en Irak et ont tenté, sans succès, d'installer un nouveau gouvernement qui se plierait à leur volonté.

Selon le *Cost of War Project*, les guerres menées par les États-Unis dans ces régions depuis 2001 ont causé la mort d'environ 4,6 millions de personnes, déplacé au moins 38 millions de personnes et coûté aux contribuables américains au moins 8 000 milliards de dollars.

La prétendue « guerre contre le terrorisme » a servi de prétexte à une augmentation constante des dépenses militaires. Sous couvert de lutte contre le terrorisme, sous Biden comme sous Trump, les États-Unis ont continué à financer et soutenir sans réserve le génocide des Palestiniens à Gaza.

Depuis son retour au pouvoir, Trump s'est attaché à affirmer la domination économique et militaire des États-Unis en Amérique du Sud face à la concurrence croissante de la Chine. Sans aucune preuve, les États-Unis ont affirmé que le Venezuela était dirigé par des « narcoterroristes » et ont envahi le pays pour capturer son président, Nicolás Maduro.

À peine huit semaines après l'enlèvement de Maduro, les États-Unis ont lancé, aux côtés d'Israël, leur guerre contre l'Iran : quelque 6 000 Iraniens, sinon plus, ont été tués. Des dizaines de milliers d'autres ont été blessés, tandis que les infrastructures nucléaires, militaires et civiles de l'Iran ont subi des destructions majeures. Cette guerre a coûté environ 113 milliards de dollars aux États-Unis et a fait grimper le prix du pétrole de plus de 40 %, pesant sur le budget des ménages et alimentant l'inflation aux États-Unis et dans une grande partie du monde. Bien qu'il s'agisse d'une guerre destinée à démontrer la puissance de l'armée américaine pour dominer le Moyen-Orient, celle-ci a révélé sa faiblesse, l'Iran ayant continué à attaquer les alliés et les



bases militaires des États-Unis et à maintenir son contrôle sur le détroit d'Ormuz, par lequel transitent environ 25 % des livraisons mondiales de pétrole.

L'administration Trump mène une autre guerre de terreur contre la population et contre quiconque ose s'élever contre elle. Alors que l'ICE terrorise les immigrés et envahit nos communautés, les citoyens ordinaires qui tentent de s'y opposer et de protéger leurs communautés sont qualifiés de « terroristes nationaux ». Les étudiants et les travailleurs qui se solidarisent avec le peuple palestinien sont qualifiés de « sympathisants terroristes ». Ceux qui s'organisent pour s'opposer à l'implantation de datacenters dans leur voisinage - qui épuisent les ressources en électricité et en eau, font grimper les prix de l'énergie et polluent les villes - sont désormais eux aussi qualifiés de terroristes.

Soyons clairs sur l'identité des véritables

terroristes dans notre monde : l'armée américaine, soutenue par les politiciens démocrates et républicains, au service des grandes entreprises et de leurs profits, qui sème la misère parmi les peuples du Moyen-Orient et du monde entier depuis 25 ans. Et ce n'est pas fini. Tout leur système n'est rien d'autre qu'un règne de terreur sur le monde entier.

(EXTRAITS) D'APRÈS L'ÉDITORIAL DE
SPEAK OUT NOW • 07/09/2026



Sur notre site, un long article historique des camarades de Speak Out Now sur le 11 septembre 2001 →



Dossier

Canicule :

Des mesures d'urgence à mettre en œuvre face à l'incurie des gouvernants

Le mois d'août 2026 a été le plus chaud jamais enregistré dans le monde. En France métropolitaine, de nombreux records ont été également battus : 74 départements sont concernés par le niveau maximum d'alerte à la sécheresse, et les feux de forêts ont brûlé plus de 1 000 km² depuis le début de l'année. Le phénomène *El Niño* dans l'océan Pacifique, d'une ampleur jamais vue, annonce une saison des ouragans en Amérique beaucoup plus intense.

Mais tout aussi inédits qu'ils soient, ces records ne devraient pas tenir très longtemps. Vagues de chaleur, inondations, sécheresses et tempêtes : tous les phénomènes météorologiques extrêmes sont amenés à devenir de plus en plus fréquents et violents.

On ne peut que constater que la catastrophe environnementale a déjà commencé. Oubliés, les discours rassurants qui promettaient, à la COP21 de Paris en 2015, que le réchauffement serait contenu à + 1,5 °C à la fin du siècle : les données récentes indiquent que ce seuil sera dépassé dès 2030. Les engagements pris n'ont pas été tenus. Le dérèglement climatique ne fera que s'aggraver, avec un impact très concret sur la vie partout sur la planète.

Un monde au climat déréglé, chaque mètre carré du globe contaminé par des polluants divers, l'extinction de la biodiversité à un rythme sans précédent : la bourgeoisie nous prépare un avenir apocalyptique, presque assumé par les discours des milliardaires et des gouvernements à leur service, qui justifient leurs choix par la compétition capitaliste et impérialiste avec les autres nations.

Deux problèmes se posent à l'humanité : atténuer le réchauffement climatique, c'est-à-dire le limiter en diminuant fortement les émissions de gaz à effet de serre, et s'adapter au changement climatique, en permettant aux populations de traverser les épisodes de chaleur, cyclones et autres inondations.

S'attaquer aux causes de la crise climatique, c'est lutter contre le capitalisme qui permet aux détenteurs du capital de produire comme ils l'entendent. Prendre des mesures d'urgence d'adaptation à la situation, c'est se battre pour les imposer et contrôler leur mise en œuvre. Dans les deux cas, ce sont les travailleurs qui détiennent les clés de ces combats.

BARNABÉ AVELIN

Face aux catastrophes naturelles : démerdez-vous ! (sauf les capitalistes)

Fin juillet, en Gironde, les pompiers ont dû quitter Le Porge en flammes pour défendre le Cap-Ferret, la presqu'île des résidences secondaires et villas de célébrités. Le village détruit, ses habitants ont accusé l'État d'avoir sacrifié leur commune pour protéger les plus riches : « *Ce qui s'est passé ici est une lutte des classes* », a résumé l'un d'eux.

Cet été était celui de la débrouille généralisée. Des milliers de volontaires se sont mobilisés aux côtés des pompiers ; ailleurs, on improvisait des parades artisanales contre la canicule — couvertures de survie aux fenêtres, glaçons devant les ventilateurs. Un scénario qui rappelle les inondations de Valence, en Espagne en 2024, où la population livrée à elle-même s'était organisée seule pour secourir et nettoyer. Face aux catastrophes et à l'incurie de l'État, seule la solidarité des classes populaires permet de limiter les dégâts.

Mais pour endurer les conséquences des canicules, les feux, ou les inondations, il y a une partie de la population qui pourra toujours compter sur le soutien de l'État :

les riches, les patrons, les capitalistes. Quand l'écrasante majorité cherche à protéger sa vie, sa santé, ou encore ses maigres possessions face aux catastrophes, la bourgeoisie, fidèle à elle-même, protège ses profits. En Gironde, la préfecture a autorisé le maintien de l'activité de sites comme ID Logistics ou Lidl à Cestas malgré l'évacuation ; à La Poste, faute d'activité possible, on a demandé aux postiers de poser des RTT, alors que le retard de courrier a été résorbé dès les jours suivants.

Même logique pour les gros céréaliers : la sécheresse n'est plus un problème quand on les autorise à puiser l'hiver dans les nappes phréatiques pour remplir des mégabassines. L'État dépense même des millions pour les défendre contre les manifestants, réprimés violemment, jusqu'à l'éborgnement et la mutilation, comme à Sainte-Soline en 2023.

B. A.



SOURCE IMAGE : BFMTV

LES (VRAIS) PYROMANES SONT TOUJOURS EN LIBERTÉ

Plus grand-monde ne devrait douter de la réalité du réchauffement dont l'origine se trouve dans des émissions de gaz à effet de serre toujours croissantes, quoiqu'en ralentissement. Contrairement à ces dernières décennies, ce ne sont plus des puissances émergentes comme la Chine qui tirent en avant cette augmentation, mais bien les vieux impérialismes qui se sèvent difficilement de leur dépendance aux énergies fossiles.

Les projets d'extraction de pétrole et de gaz naturel ne s'arrêtent pas, alors qu'il n'en aurait pas fallu un seul nouveau depuis 2021 pour espérer tenir la trajectoire du + 1,5 °C ! TotalEnergies, chef de file des réchauffeurs tricolores, est lui-même sur plusieurs fronts : de nouveaux champs de pétrole en Angola, du gaz naturel en Papouasie-Nouvelle-Guinée, une gigantesque centrale électrique au gaz au Vietnam... Si le groupe a dû se retirer du projet « Artic GNL 2 » en Sibérie, il conserve toutefois des participations dans l'entreprise russe Novatek, qui exploite des gisements fossiles.

Rien n'arrête ces pyromanes. Il y a quelques années, après la pandémie de Covid-19, les États occidentaux faisaient mine d'investir dans la transition écologique.

Mais leurs efforts n'ont pas été soutenus très longtemps. L'*Inflation Reduction Act* de Biden a été déchiqueté par son successeur à la Maison-Blanche. Ici, le plan « France 2030 » a subi des coupes budgétaires qui l'ont éloigné de ses ambitions initiales. Le dispositif MaPrimeRénov' a été considérablement réduit et le *leasing* social, qui permet à des ménages populaires d'obtenir un véhicule électrique, est de toute façon sous-dimensionné. Sans parler du fait que tous ces projets relevaient, pour une part, du *greenwashing* : France 2030 contient par exemple tout un volet sur le numérique, dont le lien avec l'atténuation du réchauffement est plus que discutable, tant l'empreinte environnementale de ce secteur est élevée...

Il y a urgence à décarboner massivement les transports, le chauffage des bâtiments, l'agriculture, les procédés industriels et, dans les pays où ce n'est pas déjà le cas, la production d'électricité. Mais ce n'est pas ce qu'ont décidé ceux qui tiennent les rênes de l'économie en Europe et aux États-Unis, trop attachés aux géants des énergies fossiles.

BASTIEN THOMAS

Bouilloires thermiques, sécheresse

Promesses en fanfare, annulations en catimini

Après les records du mois de mai et la canicule de cet été en trois vagues successives, la rentrée est encore marquée par une vague de chaleur. Les fenêtres des écoles ou des hôpitaux sont encore couvertes de blanc de Meudon ou de couvertures de survie pour contenir la hausse de température, qui a encore dépassé les 35 °C à Toulouse, Nîmes ou Avignon mi-septembre.

Le plan d'urgence de 60 millions d'euros, annoncé en catastrophe fin juin par le gouvernement, devait servir à aider la rénovation thermique des écoles d'ici 2027. Celui-ci a très vite été ramené à 16 millions d'euros pour des « missions d'audit ». Nul besoin de refaire les calculs : un rapport gouvernemental datant de 2020 chiffrait déjà à 40 milliards d'euros sur dix ans la rénovation énergétique des écoles.

Alors que des millions de gens étouffaient chez eux tout l'été, avec des températures qui ne redescendaient parfois pas sous les 25 °C, le gouvernement a bidouillé le calcul du diagnostic performance énergétique (DPE), pour faire disparaître administrativement 380 000

logements auparavant classés F, voire G, sans aucuns travaux. Autant de passoires thermiques qui se transformeront en bouilloires thermiques dès l'été prochain, au bonheur des marchands de sommeil.

L'été a aussi été marqué par la sécheresse (40 % de déficit en moyenne sur tout le pays). Outre les cours d'eau asséchés, les gigantesques incendies, ont ravagé toutes les régions de France. L'occasion pour tout le monde de constater le nombre ridicule d'avions dédiés à la lutte contre les incendies : 21 seulement, dont les deux tiers ont plus de 20 ans. Cinq étaient en réparation pendant le méga-feu de Gironde.

B. A.



Le « tout clim' », une bonne idée ?

Le RN a répété pendant tout l'été que la solution était de « tout climatiser ». Dans l'urgence, on se précipite sur les petits climatiseurs vendus en supermarché, tandis que les centrales d'achat achètent en volume, avec spéculation à la clé. Certains ont fait jouer leurs relations, comme ce chef de service de l'hôpital Georges-Pompidou à Paris (et député LR), qui a obtenu 300 climatiseurs du groupe Mulliez en 24 heures. Tout le monde n'a pas la chance de fréquenter l'une des plus grandes dynasties capitalistes de France...

Les climatiseurs qui ont tourné 24 heures sur 24 pendant tout l'été vont vite lâcher... Les distributeurs profitent des vagues de chaleur pour écouler des appareils de mauvaise qualité, qui se mettent vite à fuir, en rejetant dans l'atmosphère des fluides caloporteurs, dont certains ont un effet de serre des milliers de fois plus puissant que le CO₂. Un cercle vicieux...

Pire encore, différentes études montrent que l'utilisation massive des climatiseurs dans les grandes villes, quand ils sont installés de manière individuelle donc anarchique, rejette de l'air chaud et provoque un réchauffement des rues de plusieurs degrés.

Durant cet été, les hôpitaux comme les Ehpad ont dû se débrouiller seuls pour acheter des dizaines de milliers de climatiseurs. Les 100 millions d'euros annoncés par le gouvernement pour les rembourser seront en fait prélevés sur le budget de cette année. C'est déshabiller Pierre pour (mal) rafraîchir Paul.

L'utilisation rationnelle de la climatisation, organisée de manière collective et pas individuelle, est un aspect des nombreuses adaptations indispensables. Ceux qui prétendent que c'est une solution miracle sont des démagogues d'extrême droite... ou des vendeurs de climatiseurs !

MARIANNE SYZKO

Des mesures d'urgence pour faire face

À nous de l'imposer !
Personne ne doit travailler
au-dessus 30 °C, et 28 °C
pour les tâches nécessitant
une activité physique

La lutte pour résoudre la crise climatique est inséparable de la lutte pour mettre fin au système capitaliste. Mais nous allons connaître d'autres épisodes, peut-être pires, et il faut d'urgence des mesures d'adaptation. La façon dont les travailleurs ont été traités pendant la canicule montre le mépris de nos dirigeants pour ceux qui font tout. Température trop élevée sur les lieux de travail ? Ils se sont dépêchés de rappeler qu'il n'y avait aucune limite imposée par la loi, au lieu de dire qu'il y a une carence dans la législation et qu'il faut d'urgence instaurer une température maximale au-dessus de laquelle il est interdit de travailler...

Eh bien, à nous de l'imposer ! Personne ne doit travailler au-dessus 30 °C, et 28 °C pour les tâches nécessitant une activité physique, comme le recommande l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS). C'est ce qu'ont imposé de fait, en refusant de travailler, les travailleurs de certaines entreprises, trop peu nombreux, comme ceux des ateliers SNCF de Quatre-Mares à Saint-Étienne-du-Rouvray (Seine-Maritime) ou de Stellantis à Poissy (Yvelines). Et il est évidemment possible d'aménager et de diminuer les horaires de travail ! Pour les activités qui doivent impérativement se tenir, canicule ou pas

(hôpitaux, certains transports, maintenance d'installations cruciales), les postes de travail doivent être aménagés : il faut d'urgence isoler le bâti, prévoir des pièces de fraîcheur rapidement accessibles et installer des climatiseurs de bonne qualité là où c'est indispensable, comme partout dans les hôpitaux.

Au retour du travail ? Les appartements sont surchauffés. Même les constructions récentes ne sont pas isolées contre les grandes chaleurs. Les villes sont tellement bétonnées qu'elles sont incapables de retenir l'humidité qui permettrait de maintenir une température plus basse. Au XIX^e siècle, on avait construit de grands parcs conçus comme les « poumons » des villes : à Paris, les bois de Boulogne, de Vincennes. Et Paris était entouré de forêts. Il en reste, mais, avant d'arriver en l'attente banlieue, on trouve davantage de cités que de bois ou de forêts !

Les spécialistes ne se sont pas contentés de lancer des alertes depuis plusieurs décennies : ils ont proposé des solutions. Il y a urgence à enlever du béton, de l'asphalte, des pavés pour créer des îlots de fraîcheur, pour dégager des rues arborées. Il faut végétaliser, en particulier les cours d'école, implanter des parcs. En conjuguant ombrage et évacuation de vapeur d'eau dans l'atmosphère (évapotranspiration), la température peut être réduite, par rapport à la température ambiante, d'une dizaine de degrés ! Tout cela ne pourra pas se faire en quelques mois ? Qu'on commence, déjà ! Et l'on peut déjà blanchir ou végétaliser les toits, étendre des voiles d'ombrage au-dessus des rues.

La gestion des incendies nécessite aussi des mesures d'urgence. Les pompiers réclament des moyens à la hauteur - des effectifs suffisants, des Canadair, mais aussi des véhicules en état, des casernes modernisées, un minimum, quoi ! Mais cela

impose des choix : des Canadair et pas des Rafale ni des jets privés. Les forêts ? Là aussi, il faut écouter les spécialistes, diversifier les essences, créer des zones tampons pour limiter la vitesse de propagation des feux et permettre le déploiement des instruments de lutte. Il faut cesser de construire en lisière des forêts, avoir une politique d'urbanisme qui tienne compte du réchauffement climatique et de ses conséquences. Là aussi, ce sont des choix : la spéculation sur les terrains et les profits de la filière bois ou l'entretien des poumons verts que sont les forêts ?

Ceux qui nous dirigent, patrons comme gouvernants, sont incapables d'assurer la simple coordination des tâches élémentaires exigées par une vie en collectivité. Ce n'est pas une question d'intelligence individuelle, leur limite est sociale : ils sont formés pour veiller à ce que les exploités puissent l'être, et sont quasi sourds au reste, en particulier aux alertes lancées par ceux qui font tout tourner.

Pendant le Covid, les travailleurs en « première ligne » ont dû se débrouiller. Sans consignes, ni moyens. Mais ils ont assuré, dans les hôpitaux, les établissements scolaires, les supermarchés. Nos dirigeants sont les champions des promesses non tenues et des dédales dans lesquels les projets se perdent. Dans ces conditions, réclamer des mesures sans nous donner les moyens de contrôler leur mise en œuvre, c'est faire un trou dans l'eau. Non seulement le combat pour imposer les mesures d'urgence est devant nous, mais il nous faudra nous organiser, dans les entreprises, dans les quartiers, à tous les niveaux pour exercer ce contrôle.

J.-J. F.

Classement Pisa 2025

Baisse des compétences : à qui la faute ?



La version 2025 du classement Pisa de suivi des acquis des élèves a confirmé que, même si elle n'est pas la seule dans ce cas parmi les pays de l'OCDE, la France n'arrête pas de dégringoler dans tous les thèmes retenus : lecture, maths, sciences. Situation qui fait d'autant plus désordre aux yeux des politiciens : ce n'est pas seulement le niveau des enfants des classes populaires qui baisse, mais aussi celui des rejetons des riches.

UNE BAISSÉ EN CORRÉLATION AVEC LES RÉSEAUX SOCIAUX OU... LE « DÉGRAISSAGE DU MAMMOUTH » ?

Édouard Geffray s'est exclamé dans une interview donnée au Monde publiée le 8 septembre : « Nous avons désormais la démonstration d'une corrélation étroite entre réseaux sociaux et niveau scolaire. »

Mais les performances mesurées en France par le programme Pisa baissent depuis sa création en 2000. Il y a donc une autre corrélation qui devrait sauter aux yeux de toute personne de bonne foi : c'est en 2000 que le ministre de l'Éducation d'alors, Claude Allègre, avait annoncé son intention de « dégraisser le mammouth ». Depuis, on est passé de 7,2 enseignants pour 100 élèves en 2000 à 6,8 en 2025, soit une baisse de l'ordre de 6 %.

De la réforme Fillon au « choc des savoirs » de Gabriel Attal, en passant par la réforme Blanquer du bac, pas moins de sept réformes se sont empilées... Si l'Éducation nationale était malade en 2000, il est clair que les ministres qui se sont mis à son chevet depuis la rue de Grenelle ont aggravé le mal !

Pour comprendre ce qui s'est produit, il suffit pourtant d'écouter ce qu'en disent les enseignants !

Louis, enseignant en physique-chimie dans un lycée du 93, sur la réforme du lycée : « On se retrouve tous les ans avec au moins un groupe en spécialité physique-chimie et SVT, mais sans mathématiques, même pas en complémentaire. Débrouillez-vous pour faire de la physique [...] avec des élèves qui ne font plus de mathématiques ! »

Aurélien, prof de lettres en lycée dans le 93, évoque la diminution du nombre d'heures de cours : « En 6^e, on est passé de 6 à 4,5 heures entre 2000 et 2025. Et, si le nombre d'heures est stable en 5^e à 4,5 heures, cela cache la suppression des dédoublements, la possibilité

pour les établissements de prélever des heures (pour les fléchier ailleurs, en général en mathématiques).

ARRÊT DE L'ACCUEIL DES DEUX ANS EN MATERNELLE

Dans un billet publié dans *Le Monde* du 1^{er} décembre 2025, dans une interview de Stéphane Bonnery, chercheur en sciences de l'éducation à Paris 8, Sylvestre Huet écrivait :

« En 2008, le temps d'enseignement a été réduit à 24 heures avec la suppression définitive du samedi matin. [...] Cette perte [...] équivaut à 850,5 heures, soit presque le volume horaire d'une année scolaire actuelle ! » Pour Stéphane Bonnery, il y a plus : « En parallèle de la diminution du temps scolaire en primaire, on observe des fermetures massives des classes de [...] maternelle qui accueillaient les enfants dès deux ans. L'âge

où, pour les enfants issus des milieux populaires, s'opère une rencontre décisive. Celle d'une langue différente du français ordinaire de leur famille : la langue « savante » des apprentissages. [...] En 1998, la France scolarisait encore 35 % des enfants de l'âge de deux ans. En 2024, on était à peine à 9 %. Une réduction surtout réalisée dans les zones au public populaire, où les parents ont moins l'habitude de se mobiliser pour défendre les postes d'enseignants. »

PAS ASSEZ DE PROFS

Il convient d'ajouter à ce constat la disparition progressive des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (Rased) : les « maîtres E » tournaient sur un secteur déterminé et pouvaient sortir ponctuellement certains élèves de leur classe pour leur apporter l'aide dont ils avaient besoin. En l'absence de recrutement suffisant, ces enseignants ont été affectés au renforcement des brigades de remplacement, voire ont été nommés sur poste fixe.

La dégradation des conditions de travail des enseignants affecte aussi les conditions d'accueil des élèves. Pour Aurélien, « il y a 30 ans, un prof de français avait son service complet avec trois classes. Maintenant il en faut au moins quatre ». À quoi il faut ajouter que « les lycées ont été sortis du dispositif REP/REP+ par le gouvernement socialiste ! [...] Comme si tous les problèmes avaient magiquement disparu entre la 3^e et la 2nde ! ».

« ON N'ARRIVE À RIEN QUAND IL FAUT AIDER AU MOINS UNE MOITIÉ DES ÉLÈVES À LIRE ET À ÉCRIRE ! »

... nous explique Marie-Hélène, prof d'histoire-géographie dans un collège du 76. Même

constat pour Jean-Baptiste. Dans son collège du Val-d'Oise, toujours en attente de classement REP, « l'année dernière, dans une classe de cinquième avec 28 élèves, deux relevaient de l'inclusion (pas toujours avec leur AESH), deux avec des projets d'aménagement personnalisé mais sans accompagnement, deux relevant du dispositif pour élèves allophones nouvellement arrivés et deux qui en étaient issues... À chaque heure de cours, il fallait choisir entre aider les élèves à besoins particuliers ou faire cours au reste du groupe. »

L'inclusion des élèves en situation de handicap décidée par la loi de 2005 crée en effet des difficultés du fait de la diminution continue des moyens affectés. Marthe, enseignante en lettres-histoire dans un lycée professionnel des Bouches-du-Rhône, en fait le constat amer : « Je me souviens qu'il y a un peu plus de dix ans, les auxiliaires de vie scolaire suivaient un seul élève. Depuis, les AESH suivent plusieurs élèves et doivent parfois partir au milieu d'un bloc de deux heures de cours pour accompagner un autre élève. »

DES CLASSES À 37 ÉLÈVES !

Pour Guilaine, prof d'histoire-géographie dans un lycée du Lot-et-Garonne : « J'ai des classes qui vont jusqu'à 37 élèves. Mais on sait très bien ce qui serait nécessaire : pendant le Covid, on avait des demi-groupes d'une quinzaine d'élèves et j'ai vu s'exprimer des élèves que je n'avais jamais entendues ! »

« Le temps est une denrée rare de nos jours, et je pense que les élèves en font les frais dans leurs apprentissages », confirme Lauriane, prof de lettres dans un collège du même département.

Si la dégradation n'a pas été plus rapide, c'est grâce au dévouement des enseignants et du personnel accompagnant qui ont tenté, tant bien que mal, de parer aux difficultés créées par la politique des gouvernements successifs de « casse » - le mot n'est pas trop fort - de l'Éducation nationale.

Il est grand temps pour les salariés de cesser d'être les pompiers d'un système à bout de souffle. Se battre pour de meilleures conditions de travail, et donc d'accueil, coûtera bien moins d'énergie que pallier les défaillances du système ! Et les élèves en profiteront, quel que soit le classement de référence !

JEAN-JACQUES FRANQUIER

PISA 2025 : DÉCROCHAGE INÉDIT DES RÉSULTATS DES ÉLÈVES EN FRANCE

J'Y COMPRENDS PLUS RIEN. POURTANT ON A INTERDIT LE PORT DE L'ABAYA ?!! L'UNIFORME POURRAIT ÊTRE UNE BONNE PISTE !

ON VA PEUT-ÊTRE SURTOUT ENFIN RÉFLÉCHIR AUX CONSÉQUENCES DE L'AUSTÉRITÉ BUDGÉTAIRE DANS L'ÉDUCATION NATIONALE, AU MANQUE DE PERSONNELS, AUX SALAIRES CALAMITEUX DES PROFS, AUX CLASSES SURCHARGÉES, AU TRI SOCIAL DÉCOULANT DES RÉFORMES DU GOUVERNEMENT...

HUM... ÇA DOIT ÊTRE À CAUSE DU TÉLÉPHONE.



ALLAN BARIE

EN SEINE-SAINT-DENIS : DES GRÈVES CONTRE LES CONDITIONS INDIGNES DE RENTRÉE

Après une grève du lycée Jacques-Brel de La Courneuve dès le 1^{er} septembre, plusieurs autres établissements ont fait grève contre des effectifs intenables dans les classes.

Le 4 septembre, 50 % du personnel du collège Picasso de Montfermeil se sont mis en grève, notamment en raison des sureffectifs dans les classes. Le 7 septembre, au collège d'Alembert d'Aubervilliers, 21 enseignants sur 40 attendus ont fait grève pour dénoncer une rentrée catastrophique : bâti dégradé, manque de moyens et de personnel. Le 10 septembre, c'était au tour du collège Anspach de Montreuil de se mobiliser, avec plus de 75 % d'enseignants en grève pour dénoncer les sureffectifs en classe de 5^e ainsi que le manque

de secrétaires et d'AESH, d'une assistante sociale et d'une psychologue de l'Éducation nationale.

Dans plusieurs autres établissements du département également, des discussions ont eu lieu sur l'opportunité de se mettre en grève. Car, contrairement à ce que prétend le gouvernement, le département n'est pas du tout confronté à une baisse démographique. Les établissements paient le prix de dizaines d'années de suppressions massives de postes et de moyens, et alors que les constructions immobilières se multiplient dans la petite ceinture, les classes explosent !

CORRESPONDANTS

Le ministère et l'Académie de Créteil répriment les lanceuses d'alerte

La veille de la rentrée des classes, deux enseignantes du lycée Maurice-Utrillo de Stains, militantes CGT, ont reçu un courrier du rectorat leur annonçant qu'elles seraient « mutées dans l'intérêt du service ».

Depuis des années, ces militantes signalaient à l'Éducation nationale les violences sexistes et sexuelles, et les propos racistes, d'un employé de l'établissement envers les élèves.

Le ministère de l'Éducation nationale a déjà utilisé cette procédure de « mutation dans l'intérêt du service » contre plusieurs enseignants, comme Kai Terrada à Nanterre, qui avaient fait grève et s'étaient mobilisés contre

les réformes destructrices de Blanquer.

Le jeudi 3 septembre, 200 personnes se sont rassemblées devant le lycée Utrillo pour protester contre cette procédure disciplinaire. Des motions de soutien ont été adoptées dans de nombreux établissements du département, et l'intersyndicale CGT-FSU-CNT-SUD appelle à une nouvelle grève et à un rassemblement devant le rectorat le jeudi 17 septembre.

CORRESPONDANTS

DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE, NE PAS LAISSER FAIRE LA RÉPRESSION !



Signaler le dysfonctionnement de l'alarme incendie, alerter sur le manque d'accompagnement d'élèves en situation de handicap (AESH), être syndiqué, défendre les droits de ses collègues... et être en conséquence suspendu, non renouvelé, sanctionné. Ça se passe comme ça dans l'Éducation nationale !

Dans les Bouches-du-Rhône, sept membres de l'Éducation nationale, tous syndiqués à la CGT, sont victimes de mesures de répression en cette rentrée. Leurs fautes : être attentifs à l'accueil et l'accompagnement de leurs élèves et aux droits des travailleurs.

Pour trois d'entre eux, professeurs des écoles à Aubagne, l'annonce s'est faite brutalement à la veille de la reprise. La convocation et la mesure de suspension conservatoire de quatre mois sont même tombées le 31 août, jour de la rentrée des enseignants. Cela sonne comme un avertissement à toutes celles et ceux qui se battent au quotidien pour leurs élèves et leurs conditions de travail.

C'est que, dans cette académie comme dans bien d'autres, le climat est de plus en plus répressif, envers le personnel comme envers les élèves qui, l'an passé à Marseille, avaient été photographiés pour être identifiés lors d'un simple sit-in par l'inspecteur d'académie

lui-même.

Dans les écoles, on invoque de plus en plus souvent, et à tort, le devoir de réserve des enseignants. En effet, la hiérarchie, ou ceux qui pensent lui appartenir, laissent de plus en plus souvent croire qu'il est interdit de dénoncer les dysfonctionnements de nos établissements ou de s'opposer, par exemple, aux fermetures de classe. Or, prendre position contre la baisse des moyens, ne pas laisser un élève en situation de handicap se faire exclure de la cantine faute d'accompagnement humain, tout ça est légal. Quant à signaler et dénoncer la mise en danger des élèves, c'est non seulement légal, mais obligatoire ! Et parce que le personnel enseignant et non enseignant entend bien défendre ses droits, la CGT appelle dès le mardi 15 septembre à un jour de grève et à un rassemblement devant la direction académique des Bouches-du-Rhône.

Si les directions des académies ne veulent pas de vagues, nous avons, nous, tout intérêt à faire monter la pression pour faire reculer la répression.

CORRESPONDANT

Grève à l'inspection du travail contre la répression : soutien à Pierre et Benoît !

Pierre et Benoît, inspecteurs du travail et élus du personnel, sont menacés de sanctions pouvant aller jusqu'à la révocation par les services du ministre et ex-patron de la SNCF, Jean-Pierre Farandou.

Les agents de l'inspection du travail de l'Isère ont entamé une grève reproductible majoritaire le 7 septembre pour exiger l'abandon de toute mesure disciplinaire.

Les attaques ont passé un cap suite aux actions collectives engagées en mai dernier. Le Premier ministre, Lecornu, avait alors autorisé les boulangers et fleuristes à faire travailler leurs salariés le 1^{er} mai. Pour faire passer cette mesure, il avait fait pression pour que les services de l'inspection du travail ne sanctionnent pas cette irrégularité. En Isère, la hiérarchie avait intercepté les courriers de rappel de la loi adressés aux patrons. Et Lecornu avait personnellement appelé l'un des boulangers pour l'assurer qu'il ferait sauter l'amende.

C'est à la suite de cet épisode que les procédures se sont accélérées : Pierre et Benoît ont d'abord été mis en cause pour harcèlement moral par une cheffe de service. Résultat : ce sont eux, et non leur hiérarchie, qui ont été convoqués en audition pénale libre, au commissariat, le 27 mai. Deux rassemblements avaient alors été organisés, dépassant la centaine de soutiens et aboutissant à ce que le procureur classe l'affaire sans suite.

Pendant que l'inspection du travail voit ses moyens dimi-

nuer, on a comptabilisé 1 297 morts au travail parmi les salariés du privé en 2024... Ceux qui meurent le plus sont les jeunes, que le gouvernement envoie de plus en plus tôt se faire exploiter, les précaires, à qui les réformes de l'assurance chômage et les attaques contre les travailleurs étrangers imposent d'accepter des conditions de plus en plus dures, les femmes, dont le gouvernement prétend se soucier mais qui ont vu leur nombre d'accidents du travail augmenter de 26 % entre 2000 et 2023.

Le plan Santé au travail 2026-2030, présenté par Farandou le 5 juin dernier, poursuit cette orientation, consacrant le fait

que le pouvoir reste entre les mains des patrons pour décider de comment on se fait exploiter, combien de temps, avec quelle intensité, quelles prises de risque, ou sous quelles températures...

CORRESPONDANTS



À lire sur notre site



Grève suivie et réussie pour les travailleurs à Keolis Grand Paris Seine Orly (KGPSO) en région parisienne

CORRESPONDANT

Les 10 et 11 septembre, plus de 500 salariés des dépôts de bus d'Ivry, de Vitry, de Villeneuve-le-Roi et du tramway T9 (Val-de-Marne) se sont mis en grève à la suite des attaques contre leurs conditions de travail menées par leur nouvelle direction, Keolis. Retards de paie, changements de planning à la dernière minute, non-respect des temps de pause, instauration d'une « prime de mobilisation », dégressive à la moindre absence, y compris pour accident du travail ou grève : tout y est pour que la colère grandisse rapidement face à l'attitude de la nouvelle direction de « l'allotissement » n° 47 cédé par la RATP à une filiale de Keolis le 1^{er} août dernier dans le cadre de l'ouverture à la concurrence des bus parisiens¹. Au total, 11 des 29 lignes des dépôts d'Ivry et de Vitry n'ont pas circulé, les autres ont été très perturbées. 250 grévistes se sont réunis en assemblée générale et ont voté leurs revendications, signe que la lutte ne fait que commencer !

QUI DRESSE QUI ?

La direction tente de faire sa propre loi en surfant sur le fait qu'avec le transfert d'une entreprise à l'autre, les représentants syndicaux perdent leurs mandats jusqu'à la mise en place d'élections... Depuis le 1^{er} août, le patron a multiplié les coups de pression. Mais ça n'a pas découragé les salariés de se mettre en grève majoritaire, rappelant que ce n'est pas lui qui fait rouler les bus.

COMBATTRE LES DIVISIONS, CONSTRUIRE DES LUTTES

Au sein même de l'entreprise KGPSO, tous les travailleurs ne sont pas logés à la même enseigne, ceux du tram et de Villeneuve-le-Roi ont des conditions dégradées en comparaison des anciens de la RATP des dépôts d'Ivry et de Vitry. L'ouverture à la « concurrence » est en fait un partage des lots entre grands

groupes capitalistes du transport qui attaquent les conditions de travail. Ce dumping social a commencé depuis des années au sein même de la RATP. L'année 2023 a signé le vol de six jours de congés par an en échange d'une maigre compensation, l'« augmentation » des salaires de 300 euros (qui était en fait surtout la conversion de certaines primes), réservée aux anciens et refusée aux nouveaux embauchés. Ceux-ci, avec le soutien de leurs collègues plus âgés, s'étaient mobilisés pour les récupérer. Pour l'unité des travailleurs dans la lutte, pour aller gagner de nouveaux droits : à travail égal, salaires et conditions de travail égales² !

Les attaques et les divisions n'ont pas commencé le 1^{er} août, et le nom du patron qui les mène n'a que peu d'importance, tant ce sont les mêmes logiques dans tout le transport : diviser les travailleurs, attaquer les conditions de travail et baisser les salaires. Les travailleurs ont tout intérêt à combattre ces tentatives de division et à lutter côte à côte, quel que soit leur patron, comme l'ont exprimé sur le piquet de grève les travailleurs d'autres dépôts et d'autres entreprises de bus de la région. Preuve que ces travailleurs qui avaient lutté et gagné ensemble en 2019 contre la réforme des retraites, ne sont pas condamnés à des luttes isolées chacun dans son dépôt, chacun dans sa filiale !

Alors que les autres candidats à la présidentielle squattent 24 heures sur 24 les plateaux télé (ou les bistrots...) Selma Labib, notre candidate, était en grève et raconte ces journées en vidéo.



CE N'EST PAS AU PATRONAT DE FAIRE SA LOI !

En tant que nouveau patron, la loi impose à Keolis de maintenir les accords et usages le temps que se tiennent les élections professionnelles, puis des négociations avec les syndicats représentatifs. Mais la direction a tenté d'imposer ses règles. Cette tactique du fait accompli imposait de passer au bulldozer sur ceux qui s'y opposaient, à coups de sanctions arbitraires et d'intimidations sexistes contre une déléguée syndicale sortante de la RATP.

Lorsque la fédération CGT des transports a déposé un préavis, la direction a affirmé que la grève était « illégale » et serait sanctionnée, sans même avoir pris la peine de saisir un tribunal. Prétexte : KGPSO étant une « nouvelle » entreprise, aucun syndicat n'y est représentatif. Cette lecture entraînerait la « suspension » du droit de grève dans l'attente des élections professionnelles. À force d'encadrer le droit de grève de préavis, « alarmes sociales » et autres « déclarations individuelles », le patronat croyait avoir réussi à... l'annuler purement et simplement !

Lundi 14 septembre, la justice, saisie par la fédération syndicale, a donné raison à la CGT, en ordonnant à Keolis de retirer sa communication mensongère : « L'opposition de l'entreprise suite au préavis de grève [...] par une organisation syndicale représentative au niveau national et au sein de la branche professionnelle constitue un trouble manifestement illicite qu'il convient de faire cesser immédiatement. [...] La société KGPSO a pris cette décision de façon unilatérale, sans saisir le juge de l'urgence. Or il ne revient pas à l'employeur de se faire, lui-même, le juge de la régularité d'un préavis de grève. »

Les 500 grévistes n'avaient pas attendu cette décision favorable pour exercer leur droit de manière massive les 10 et 11 septembre : le droit de grève ne s'use que si on ne s'en sert pas !

GRÈVE D'AIRBUS EN ESPAGNE : ¡ LA LUCHA NO SE PARA !

Après trois semaines de grève en juillet, puis trois semaines à la reprise en août, 8 000 personnes ont manifesté à Madrid samedi 12 septembre pour dénoncer l'accord proposé par Airbus et la médiation du gouvernement espagnol.

Lors des négociations, la direction d'Airbus a estimé que l'assemblée des grévistes ainsi que les syndicats qui accompagnaient la grève n'étaient pas les bienvenus. Et les négociateurs du ministère du Travail n'ont rien trouvé à y redire !

Sur une banderole, on pouvait donc lire : « Ministères médiateurs, ministères traîtres ».

Ce mouvement change des grèves habituelles : des milliers en grève illimitée, sur plusieurs sites en même temps et avec une organisation en assemblées générales où la parole circule, les votes se font à main levée

et les coups bas des syndicats sont dénoncés. L'état d'esprit se voit sur les banderoles des grévistes : « Les travailleurs décident, les syndicats obéissent ».

Le mouvement est parti de l'imposition de la fin des deux jours de télétravail, puis s'est rapidement élargi à d'autres revendications permettant de fédérer tous types de travailleurs : augmentation des salaires pour un rattrapage significatif de l'inflation, maintien de la gratuité de la cantine et des bus, fin d'un système de contrôle des arrêts maladie particulièrement injuste...

La plupart des syndicats ne se joignent désormais plus à la grève, certains l'ayant d'ailleurs ignorée depuis le début, elle est pour l'instant suspendue et un accord est soumis à référendum la semaine du 14 septembre. Cet accord, s'il est meilleur que ce que voulait im-

poser la direction initialement, entérine des reculs : la cantine sera bien payante, même si moins que prévu, le télétravail restera à deux jours (mais comment ne pas envisager qu'il y aura des pressions pour revenir au travail, comme cela se fait partout ?), il y aura une hausse des salaires de 8 % sur quatre ans (ce qui est bien loin des 18 % revendiqués au début et ne permettra jamais de rattraper les dix dernières années !). Ces avancées sont tout de même à mettre à l'honneur de cette grève pour la dignité qui, sans nul doute, en inspirera d'autres... à commencer par les salariés d'Airbus eux-mêmes, qui menacent bien de reprendre la grève après le référendum.

CORRESPONDANTE



Volkswagen : 100 000 suppressions de postes, le prix de la trahison du syndicat et de la gauche de gouvernement

Le 3 septembre 2026, la direction du groupe Volkswagen a annoncé un accord avec le syndicat IG Metall : 50 000 emplois supprimés, 100 000 en tout après les annonces de 2024. Un objectif de 9 % de rentabilité pour 2030. L'action en bourse a immédiatement monté de 8 % !

VIDER LES SITES... SANS GARANTIR DE NE PAS LES FERMER !

Un accord célébré comme « historique ». Le syndicat dit avoir préservé la « loi Volkswagen » qui garantit depuis 60 ans la cogouvernance du groupe avec le comité de salariés (tenu par IG Metall) et la région (le Land de Basse-Saxe dirigé par le Parti social-démocrate, SPD) qui détient 20 % dans la participation au capital... À quel prix pour les travailleurs ?

Car la direction de VW se propose de vider les sites allemands, en échange du projet hypothétique... qu'« aucune usine ne soit fermée » ! Ça rassure la ministre du Travail SPD, Bärbel Bas. Aucune garantie sur les départs prétendus « volontaires », mais IG Metall se réjouit aussi, bien que la pérennité de quatre sites VW menacés depuis 2024 reste encore à « négocier ».

RECONVERSION VERS L'ARMEMENT, Y COMPRIS ISRA�ËLIEN

Du reste, il a été convenu que d'« autres possibilités d'utilisation » seraient étudiées. La direction de VW annonce la vente de son usine d'Osnabrück (Basse-Saxe) au fonds israélien Aurelius. Sur les 1 800 emplois du site, 400 seront supprimés ; les 1 400 restants produiront des systèmes de défense, notam-

ment pour le Dôme de fer israélien. De quoi gêner même le Qatar, qui détient 10,4 % du capital de Volkswagen (troisième actionnaire). Là encore, c'est le ministre de la Défense, Boris Pistorius, du SPD qui est à la manœuvre, alors que le soutien à Israël fait polémique au sein de son propre parti.

DÉFAITE SANS COMBAT... ET TRIOMPHE DE L'EXTRÊME DROITE ?

Il y a deux ans, IG Metall avait appelé à la grève chez Volkswagen : les grévistes ont été près de 100 000 ! Une telle force aurait été capable de peser sur tout le pays et d'entraîner les ouvriers des sous-traitants comme Bosch ou Continental, qui annonçaient eux aussi des milliers de suppressions d'emplois. De quoi faire remballer les projets de la direction de VW ! Mais IG Metall et le SPD préférèrent les solutions patronales, dites « industrielles ».

En Saxe-Anhalt, l'AfD vient d'obtenir le score historique de 44 % des voix. Aucun site menacé de VW ne s'y trouve. Mais la Saxe-Anhalt est à la limite de la Basse-Saxe, fief de Volkswagen, et regroupe pas moins de cent équipementiers et sous-traitants intégrés à sa chaîne d'approvisionnement.

Alors que les 100 000 postes supprimés en menacent plus du triple chez les sous-traitants, on imagine combien une lutte coordonnée des ouvriers de Volkswagen et d'ailleurs pourrait faire reculer non seulement la direction du groupe automobile mais aussi l'extrême droite à sa solde !

LÉO BASERLI

À lire sur notre site



Déraillement d'un TER en Normandie : cheminots et usagers ont droit à la sécurité !

Vendredi 11 septembre, vers 19 h 45, le TER reliant Rouen à Caen a déraillé entre Tourville-la-Rivière et Cléon. La première des deux rames est sortie des rails et s'est violemment couchée à travers le taillis forestier longeant la voie. Sur les 186 passagers à bord, 44 ont été blessés, dont l'une très grièvement. Le conducteur du train, blessé et très choqué, a raconté avoir cru voir ses dernières secondes arriver. Sa collègue contrôleuse était à l'arrière du train au moment de l'accident. Elle a pu mettre en œuvre les procédures d'urgence et aider les passagers. Heureusement que, dans ce train, la collègue était là. Car, contrairement à ce que prétendent la SNCF et le président de la région Normandie, Hervé Morin, jamais les conducteurs ne devraient être seuls à bord ! Ce qui aurait pu arriver dans ce TER, car la ligne Rouen-Caen fait partie de celles où cela est désormais possible, à cause des coupes budgétaires et des suppressions d'emplois décidées conjointement par la SNCF et les collectivités locales qui gèrent les lignes régionales.

Le déraillement aurait été provoqué par la présence

d'un coupon de rail de cinq mètres posé légèrement en travers d'un des rails de la voie de circulation du train. Une enquête judiciaire ainsi qu'une du bureau d'enquêtes sur les accidents de transport terrestre (BEA-TT) sont ouvertes. Comment ce morceau de rail pesant 300 kg a-t-il pu se retrouver sur la voie ? Quelle qu'en soit la raison, il est sûr que les restrictions budgétaires dans tout ce qui concerne la sécurité sont des sources d'accidents potentiels. C'est d'ailleurs le coup de frein du conducteur à la vision de l'obstacle qui a évité un accident encore plus grave. Les opérations de relevage des rames vont durer au moins huit jours. Le trafic ferroviaire entre Rouen et Elbeuf est coupé jusqu'à nouvel ordre. Pour les milliers d'usagers quotidiens de la ligne, c'est une grosse galère assurée. Mais surtout, tout le monde a désormais envie de connaître la vérité sur ce déraillement, le deuxième de l'année dans la région...

CORRESPONDANTS

PHARMACIES « MUTUALISTES »... MAIS PATRONS VOYOUS !

En Seine-Maritime, cinq pharmacies mutualistes du groupe VYV3-Normandie risquent de fermer. 26 salariés sont susceptibles d'être licenciés avant la fin de l'année par un groupe qui se veut être le premier opérateur de santé privé « solidaire » du pays, et qui fait des affaires dans les secteurs dentaire, optique ou encore de l'audition.

Les pharmacies mutualistes n'appartiennent pas à des pharmaciens propriétaires, mais à un groupement de mutuelles pour lesquelles le business passe depuis bien longtemps maintenant avant l'offre de soins à des tarifs « solidaires ».

Les salariés se sont mis en grève le 8 septembre et se sont rassemblés devant plusieurs pharmacies, dont celle de Sotteville-lès-Rouen. Ils voulaient dénoncer l'hypocrisie du groupe VYV3 qui marchandise la santé et veut se débarrasser d'eux comme de compresses usagées.

Par ailleurs, les modalités du PSE proposé par la direction sont misérables, bien en deçà des besoins pour assurer une potentielle reconversion ou mutation des salariés... tout en occultant les années d'ancienneté, sur laquelle se basent les salaires et donc la prime supra-légale. Cela revient à mettre sur le carreau des salariés du soin de proximité, secteur où l'embauche est déjà quasi inexistante, alors que les besoins n'ont jamais été aussi grands. Mais rien n'est joué, car la direction pourrait se retrouver avec le vrai esprit « mutualiste » qui habite les salariés face à elle !

CORRESPONDANTE

Le NPA-Révolutionnaires présent à la fête de l'Humanité 2026



Cette année encore, le NPA-R a participé au plus grand rassemblement populaire, festif et surtout politique de la rentrée.

Pendant trois jours, les militantes et les militants de notre parti ont accueilli à notre stand toutes celles et ceux, organisés ou non, intéressés pour échanger avec nous sur la situation politique en cette année de présidentielle, mais aussi sur ce qu'implique aujourd'hui de se donner comme perspective la révolution pour en finir avec la barbarie capitaliste, et le communisme pour laisser derrière nous l'exploitation et les oppressions.

260 personnes ont assisté à notre meeting, en présence de notre porte-parole Selma Labib et 80 le lendemain au débat organisé par le NPA Jeunes Révolutionnaires.

En grève deux jours avant avec ses collègues, contre les conditions de travail dans l'entreprise de transport Kéolis, Selma est revenue sur leur mobilisation et l'a mise en perspective avec la situation plus générale, notamment la préparation de la grève du 29 septembre que l'intersyndicale avait cantonnée à la fonction publique, mais que les pompiers, le syndicat SUD Rail et plusieurs syndicats CGT rejoignent pour, peut-être, ouvrir la voie à un élargissement nécessaire à l'ensemble des secteurs professionnels, du public comme du privé. C'est en tout cas ce à quoi nous allons nous employer. Car rien dans ce que nous obtiendrons ne nous sera donné, tout devra être arraché à la force de nos grèves, de la grève générale et de notre capacité à frapper ensemble. C'est aussi un élément clé de combat contre l'extrême droite, qui est moins vaillante dès que des millions de jeunes et de travailleurs reprennent la rue et occupent leur lieux de travail et d'études, comme on l'a vu en 2019-2020 ou encore en 2023 lors des mobilisations pour nos retraites.

C'est cela que nous défendrons lors de l'élection présidentielle, avec notre candidate Selma.

Quarante ans de « barrages républicains » visant à mettre l'extrême droite en minorité ont été un échec. Le Rassemblement national est aux portes du pouvoir et, pourtant, LFI, qui semble tout écraser du côté de la gauche institutionnelle, nous refait le coup du « voter pour nous on s'occupe de tout » en s'appuyant sur la peur du « fascisme » et en appliquant un vernis de radicalité.

Mais comment croire au changement radical sans s'en prendre à ceux qui imposent leur loi contre les travailleurs et les travailleuses ? Comment changer les choses et, dans le même temps, semer l'illusion qu'un patron français, c'est mieux qu'un patron étranger ? Et en fréquentant régulièrement l'un des plus motivés vers la marche à la guerre, le marchand de canons Dassault !

Ce que nous avons obtenu a été arraché en créant un rapport de force favorable aux travailleurs, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, une classe ouvrière confiante dans ses propres forces.

Comment espérer en finir avec l'intensification de l'exploitation, avec la droite et l'extrême droite, en étant « prêts à gouverner » dans le cadre des institutions de l'État bourgeois ? Sans se donner les moyens d'en finir définitivement avec le pouvoir des capitalistes ?

C'est cela que nous avons mis en débat pendant trois jours, et que nous exprimerons durant la campagne, à condition d'avoir les 500 parrainages indispensables pour que la voix de notre camarade, machiniste, militante communiste, puisse avoir droit de cité dans quelques mois aux débats de l'élection présidentielle !

ARMELLE PERTUS

LA GRANDE BRADERIE DE LILLE MARQUÉE PAR LE LANCEMENT DE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE !

Des milliers de « bradeux » se sont encore retrouvés pour la grande braderie de Lille le week-end des 5 et 6 septembre. Dans une ambiance chaleureuse et populaire, cette braderie était inévitablement marquée par l'actualité politique et la campagne présidentielle. Mélenchon y a tenu un meeting, rassemblant des milliers de personnes, mais on y retrouvait aussi les stands des syndicats et de la plupart des organisations politiques, de gauche ou de droite.

Le NPA-Révolutionnaires y a tenu son stand habituel, où nous avons pu discuter avec de très nombreux jeunes (et parfois moins jeunes !) tout au long du week-end.

Notre journal, nos brochures politiques ou nos livres d'occasion, vendus à chaque fois à plusieurs dizaines d'exemplaires, ont été appréciés, et quelques dizaines de personnes ont laissé leurs coordonnées pour poursuivre les discussions politiques sur la nécessité de construire un parti révolutionnaire.

Les discussions étaient polarisées par l'élection présidentielle et, pour beaucoup d'entre elles, par la candidature de Mélenchon, certains y voyant un espoir de changement réel, d'autres le meilleur moyen de faire face à l'extrême droite. Nous avons pu expliquer – et parfois convaincre ! – que seules les perspectives révolutionnaires pourront offrir une issue aux jeunes et aux travail-

leurs dans la situation actuelle. En particulier, de nombreux jeunes étaient sensibles à un rejet du patriotisme et du nationalisme dont toute la classe politique nous abreuve, Mélenchon n'étant pas le dernier sur ce terrain. Nous avons pu aussi rencontrer celles et ceux qui affirment d'emblée chercher une autre issue que la seule alternance électorale et veulent « rejeter tout le système » ou « en finir avec le capitalisme ».

Selma Labib était présente pour une prise de parole le dimanche à 14 heures. Plus de 60 personnes, dont une bonne part de curieux rencontrés lors de la braderie, se sont réunis pour y assister. Plusieurs sont aussi restés pour la rencontrer directement dans la foulée. Une bonne entrée en matière pour lancer la campagne à Lille et dans ses environs !

Nous donnons rendez-vous à tous pour notre réunion de lancement de campagne le mercredi 14 octobre, à 18 heures au Moulin de Wazemmes (30, rue des Meuniers à Lille).

CORRESPONDANTS

En vidéo →



Agenda :

RÉUNIONS DE RENTRÉE

15/09

Sorbonne · 19h
Nantes · 18h
Bordeaux · 18h30
Béthanie
Toulouse · 18h30
Rennes 1 · 18h30
Beaulieu

16/09

P4 Clignancourt · 18h
Rouen · 18h30
P6 Jussieu · 18h30
UPEC · 17h30
ScPo SGEL · 19h
Metz · 18h Sauley
Besançon · 19h
Rennes 2 · 18h30

17/09

La Chapelle · 18h30
UPC · 17h30
Grds Moulins
Bordeaux · 18h30
Victoire
UPS Saclay · 17h30
Strasbourg · 18h30
Grenoble · 18h UGA

19/09

St-Nazaire · 10h30
Dunkerque · 14h

22/09

Lannion · 18h
Tours · 18h30

23/09

Cergy
Versailles / Trappes
Lille 2 · 18h Moulins

24/09

Angers · 19h
Paris ENS-ENSAD · 18h30
Lyon 2 · 12h Bron
Lyon ENS · 18h30
Lille 3 · 18h Pont de Bois

25/09

Marseille · 18h30
Nancy · 18h

30/09

Caen · 18h
Paris 3 · 18h
Paris 8
Montpellier



ROMAN

LA CASSE

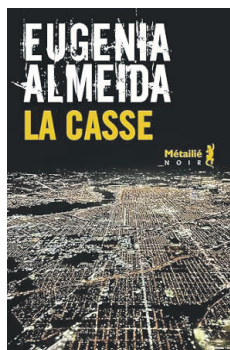
EUGENIA ALMEIDA

Métailié, 2024, en poche 2026, 224 p., 11 €

La casse, c'est le lieu où Durutti, petit chef mafieux de Buenos Aires, règle ses affaires. Entre la revente de bagnoles volées et les règlements de compte pour assurer le contrôle de son territoire, Durutti achète le silence des flics et de leurs chefs en exécutant leurs basses œuvres. Jusqu'à ce que le fragile équilibre se rompe... Une histoire de voiture, volée évidemment, sans lien avec Durutti. Une broutille qui fait vriller un petit prof de l'université et déclenche une réaction en chaîne, dévoilant tous les liens de corruption, jusqu'au sommet de l'État. Qui, parmi les pauvres pris en étau entre les mafieux, les flics et l'État, parviendra à s'en sortir ?

L'écriture de ce court roman noir est crue, violente parfois, à l'image du tableau de la société et du pouvoir en Argentine. Le style est réaliste, au service d'une intrigue croisée admirablement construite. La lutte quotidienne contre la pauvreté et l'oppression de divers personnages, hommes et femmes de différents milieux sociaux de quartiers de la ville, forment la trame de fond. Et pour que le pouvoir des puissants soit maintenu, leurs vies ne valent pas grand-chose...

SACHA CREPINI



SÉRIE

DEVIL'S PLAYGROUND

AU CŒUR DU SCANDALE DES ABUS SEXUELS CONTRE LES ENFANTS DANS L'ÉGLISE D'AUSTRALIE

Mini-série en sept épisodes, sur Arte.fr jusqu'au 30 mai 2027

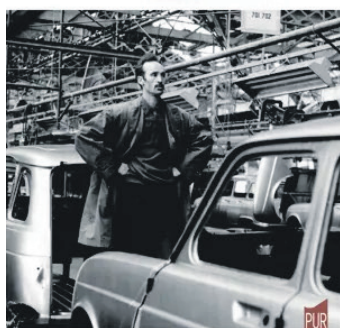
Années 1980, dans une petite communauté catholique aisée de Sydney. Un jeune garçon disparaît et un psychiatre, en rupture avec l'Église, enquête sur les agissements de prêtres officiant autour d'un établissement d'enseignement catholique. Les scènes alternent entre désarroi et déni des familles, les tentatives de certains enfants de se faire entendre et le milieu des hauts prélats qui se livrent une lutte feutrée entre « progressistes » et « traditionalistes », sur fond de crise des vocations. La série décortique les mécanismes d'emprise de la religion sur les enfants et leurs familles, mais aussi les logiques qui ont permis aux dirigeants de l'Église de couvrir des crimes sexuels de masse pendant des décennies. Les personnages et les situations sont inventées, mais l'histoire est vraie : depuis 1988, plus de cent prêtres et religieux australiens ont été accusés de crimes sexuels contre des enfants... mais ce n'est qu'en 2013 qu'une commission gouvernementale est mandatée



pour mener l'enquête. La série est formidablement jouée, notamment par les jeunes comédiens. La mise en scène est suggestive, jamais voyeuriste, tout en créant un sentiment de malaise grandissant au fil des épisodes. Le propos, loin d'être critique à l'égard de l'institution religieuse en tant que telle, a le mérite de montrer le courage de celles et ceux qui ont dénoncé le caractère systémique de la pédophilie des religieux, et de lever le voile sur les complicités dont ont bénéficié les violeurs au plus haut niveau de la hiérarchie catholique et de l'État. À quand une série sur la pédophilie dans l'Église catholique française ?

S. CR.

ESSAI HISTORIQUE



ALGÉRIENS AU TRAVAIL, UNE HISTOIRE (POST)COLONIALE. ENQUÊTE SUR LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE DANS LA FRANCE DES « TRENTE GLORIEUSES »

LAURE PITTI

Presses universitaires de Rennes, 2025, 350 p., 25 €

Ce livre de l'historienne Laure Pitti raconte les vies au travail des Algériens des usines Renault Billancourt. « En 1966, comme en 1950, un ouvrier de Billancourt sur dix est Algérien ; en 1970, un sur sept ; en 1984, plus d'un sur cinq » (p. 62). En étudiant finement leurs trajectoires au sein de l'entreprise (c'est la partie la plus technique et universitaire de l'ouvrage), L. Pitti montre comment les Algériens de Renault sont recrutés au plus bas de l'échelle des qualifications, dans les ateliers les plus pénibles et les plus accidentogènes. Loin de l'idéalisation des « Trente glorieuses », les entreprises nationales apparaissent bien comme des laboratoires, entre autres, de la précarisation des statuts d'emploi. Chez Renault, les travailleurs algériens sont aussi l'objet d'une gestion colonialiste et raciste de la main-d'œuvre.

LES FERMENTS DE LA CONTESTATION ET DES LUTTES

Mais l'intérêt du livre n'est pas seulement d'étudier l'articulation entre racialisation, colonialisme et mise au travail dans une grande entreprise capitaliste. L. Pitti montre aussi que le legs colonial produit les ferments de sa contestation : les ouvriers algériens se politisent via leur double condition de prolétaires et de colonisés, dans un moment de luttes ouvrières et anticoloniales. L'enquête montre à quel point Billancourt est un des lieux majeurs des luttes anticoloniales des années 1950 et 1960. Les ouvriers prennent place à la CGT qui compte parmi ses membres actifs (délégues du personnel notamment) nombre de militants nationalistes algériens. Ils soutiennent et diffusent, dans l'usine, la revendication d'indépendance nationale. Les exemples de grèves et les portraits de militants montrent à quel point l'activité syndicale des militants nationalistes algériens de la CGT contribue aussi à renforcer leurs ressources et leur audience auprès des autres travailleurs algériens, ce qui est décisif après le déclenchement de l'insurrection algérienne en novembre 1954. Billancourt devient alors le théâtre d'un clivage profond entre tenants de la paix en Algérie (qui militent dans les syndicats et partis traditionnels du mouvement ouvrier français) et tenants de l'indépendance (qui militent clandestinement), et entre courants nationalistes algériens, où le FLN occupe une place de plus en plus dominante.

Après l'indépendance en 1962, des militants partent en Algérie (certains reviennent quelques mois ou années plus tard en France, et même à Renault, déçus du miroir trompeur du « socialisme » algérien). C'est le deuxième acte de cette histoire des luttes des Algériens de Billancourt. Les luttes des « années 68 » voient les subalternes prendre la parole pour revendiquer l'égalité des rémunérations et la fin des politiques discriminatoires et racistes. De très fortes tensions se font, là aussi, jour entre militants et grévistes algériens d'une part et un appareil cégétiste qui minore, voire relègue leurs revendications hors du terrain syndical. Trois grèves emblématiques placent les revendications spécifiques des ouvriers algériens sur le devant de la scène des mobilisations ouvrières entre mars 1972 et février 1975.

C'est donc un livre important pour comprendre les rapports entre histoires de l'immigration, de la classe ouvrière et les luttes anticoloniales. La thèse centrale du livre fera discuter, puisqu'il s'agit de démontrer l'existence d'une « matrice raciale du capitalisme français », non pas pour autonomiser la « race » par rapport à la « classe », mais pour montrer en quoi la racialisation des travailleurs immigrés est une dimension fondamentale des rapports de classe, pour lutter à la fois contre la domination coloniale et contre l'exploitation capitaliste.

S. CR.

RAPPORT DU SÉNAT

Non à l'augmentation des frais d'inscription et à la sélection !

Le 7 septembre, le Sénat a rendu public son rapport sur « l'excellence dans les universités ». Une belle provocation lorsqu'on en lit le contenu. Alors qu'en avril dernier, Macron imposait un décret pour augmenter les frais d'inscription pour les étudiants étrangers à 3 000 euros l'année de licence et 4 000 l'année de master, c'est maintenant à tous que le rapport de la sénatrice (LR) Laurence Garnier propose de s'en prendre, en augmentant les frais d'inscription à 900 euros en licence et à 1 300 euros en master... Cette petite musique revient depuis des années. Nous devons la stopper net : aucune augmentation des frais d'inscription quelle que soit notre nationalité ! Gratuité des facs !

Mais le rapport ne s'arrête pas à cette augmentation des frais d'inscription ; il préconise de mettre fin à l'accessibili-

té des universités sous la seule condition de l'obtention du bac. L'argument : le taux d'échec trop important des étudiants. Le gouvernement organise bien sciemment cet échec : suppression de droits, bourses trop faibles, étudiants de plus en plus nombreux à devoir se salarier tout en menant à bien leur scolarité, dégradation des conditions d'études... Et maintenant, les chiffres sont instrumentalisés pour justifier le renforcement ignoble de la sélection !

Cette sélection n'est pas cantonnée à l'entrée de l'université. Le rapport propose également de supprimer le droit à la poursuite d'études qui existe (théoriquement) dans la loi entre la licence et le master, tout en continuant de supprimer massivement des places.

Le rapport souhaite aussi trier les étudiants étrangers en

fonction de leur nationalité, car certains réussiraient mieux que d'autres : cela revient à préconiser d'accueillir les étudiants chinois et américains, mais de mettre à la porte ceux du Maghreb et d'Afrique...

Pour couronner le tout, il faudrait renforcer le flicage des mobilisations qui nuiraient à la qualité des études, en sanctionnant celles et ceux qui s'organisent et relèvent la tête.

Une journée de mobilisation a eu lieu le 15 septembre pour s'opposer aux attaques du gouvernement et des patrons dans les facs. Pour continuer à combattre leurs logiques, la jeunesse doit préparer la grève du 29 septembre avec la fonction publique et les pompiers !

LOÏE FLORÈS

La Marseillaise ou L'Internationale ?

Le ministre de l'Éducation rend obligatoire, dès le CM1, une cérémonie du 11 novembre pour célébrer les « Morts pour la France ». La cérémonie servirait à faire de nous « des citoyens conscients de partager une destinée commune » (une destinée commune avec Bolloré et Bernard Arnault ?), à laquelle « chacun de ses enfants peut prétendre » (sauf s'ils sont pauvres ou étrangers).

UNE SEULE NATION OU DEUX CLASSES SOCIALES, IL FAUT CHOISIR

La Première Guerre mondiale était une guerre de rapaces impérialistes pour se repartager les zones d'influence, les parts de marché, les ressources, les peuples à exploiter. Alors, les chants à la gloire du sacrifice citoyen pour la patrie en danger, on n'y croit pas : c'est du sacrifice des pauvres pour les industriels qu'il est question !

SI TU VEUX LA PAIX... PRÉPARE LA RÉVOLUTION

Pour le gouvernement, rien à voir ici avec l'embrigadement nationaliste et militaire : ce serait une cérémonie pour la paix (qui a décidément bon dos). En chantant *La Marseillaise*, en présence de « partenaires » militaires ?

Très peu pour nous. L'inspiration, on la trouvera dans un tout autre recueil de chants, antimilitaristes cette fois, qui sortent des usines, des tranchées et des révolutions comme *L'Internationale* :

« S'ils s'obstinent, ces cannibales,
À faire de nous des héros,
Ils sauront bientôt que nos balles
Sont pour nos propres généraux. »

ALEXIS MICSHEN

À Ankara, les étudiants refusent la bétonisation de la forêt

Depuis le 3 septembre, les étudiants de l'université technique du Moyen-Orient (ODTÜ) se mobilisent contre un projet de construction routière initié par la municipalité d'Ankara. Ils refusent la bétonisation de la forêt de l'ODTÜ, un des derniers espaces naturels de la capitale, situé en plein cœur du campus. Ce chantier est une opération au service de la spéculation immobilière : une « route du profit » qui va ouvrir le campus et sa forêt aux promoteurs. Ce projet traîne depuis un moment, puisqu'en 2017, l'ancien maire AKP (le parti d'Erdoğan) avait déjà envoyé des engins de chantier escortés par la police... contraints par les étudiants à faire demi-tour. Aujourd'hui, le maire Mansur Yavaş, membre du CHP, principal parti d'opposition en Turquie, reprend le travail là où l'avait laissé son prédécesseur.

Alors que les cours n'ont pas encore repris à l'ODTÜ, des étudiants se sont rendus sur le site de construction pour bloquer physiquement les travaux. C'est à cette occasion qu'une des machines de construction a foncé sur l'un d'entre eux. La vidéo de l'incident a fait le tour des réseaux sociaux et suscité une indignation bien légitime. Au point que la municipalité a demandé à recevoir les étudiants pour tenter d'apaiser la situation. Mais la réunion a surtout permis de constater le manque de courage de cette équipe municipale, prétendument opposée à Erdoğan. Le conseiller municipal présent a renvoyé la responsabilité des travaux au ministère de l'Environnement et

de l'Urbanisme et affirmé que la mairie n'avait aucun pouvoir de décision. Mais, dans les faits, c'est bien cette municipalité d'« opposition » qui envoie la police protéger les machines de chantier. Contre le saccage environnemental et la marchandisation de leur campus, les étudiants de l'ODTÜ ne pourront compter que sur eux-mêmes et sur la solidarité du reste de la population !

MARTIN DUQUESNE



LES SANS-FACS SE BATTENT POUR LEUR INSCRIPTION : NON À LA SÉLECTION ! ÉTUDIER EST UN DROIT, PAS UN PRIVILÈGE !



Depuis la rentrée, des collectifs de sans-facs, soutenus par les sections syndicales locales de l'Unef, s'organisent sur les campus de Nanterre, Grenoble, Lille, Lyon et Metz pour obtenir des places à l'université. Ces jeunes refusés sur Parcoursup ou en master ont fait le choix de contester la sélection dont ils sont victimes et de se mobiliser pour contraindre les administrations à les inscrire. Cette sélection s'apparente à un véritable tri social et raciste, qui touche en premier lieu les enfants d'ouvriers issus des classes populaires et de l'immigration.

Les premiers rassemblements ont réuni 200 personnes à la fac de Nanterre, 150 à la fac de Grenoble, plusieurs dizaines à la fac de Lyon 2. Des rassemblements sont aussi en préparation à Lille et Metz. Le 9 septembre dernier, le collectif des sans-facs de Nanterre a même été reçu par le ministère de l'Enseignement supérieur. Accompagné par des représentants de l'Unef, ils y ont porté leurs demandes d'inscription et dénoncé la généralisation de la sélection. Ils espèrent que cette entrevue contribuera à exercer une pression sur la présidence de la fac de Nanterre pour l'obliger à ouvrir des négociations et obtenir des inscriptions.

L'argent coule à flot pour l'armée et pour le patronat, quand l'État coupe les budgets pour tout ce qui est utile à la population. Le NPA Jeunes Révolutionnaires sera présent aux côtés des sans-facs et appelle à les soutenir.

ALMA CINODORRO

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @NPAJEUNES_REVO

**NPA
JEUNES**
RÉVOLUTIONNAIRES